

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies...	35 fr.	20 fr.
Etranger	50 fr.	30 fr.
Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro :  
 (An comptant, à l'imprimerie : 1 fr. 50  
 Par porteur ou par la poste.  
 Togo, France et Colonies : 1 fr. 75  
 Etranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.  
 Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1940

- 11 octobre — Loi réglementant l'emploi du personnel féminin dans les administrations ou services de l'Etat, des départements, communes, établissements publics, colonies, pays de protectorat ou territoires sous mandat, réseaux de chemin de fer d'intérêt général ou local ou autres services concédés, compagnies de navigation maritime ou aérienne subventionnées, régies municipales ou départementales directes ou intéressées. (Arrêté de promulgation n° 6 du 7 janvier 1941) 22

- 13 novembre — Décrets :  
 1° — portant dérogation à l'article 6 du décret du 10 juillet 1920 qui a réorganisé le personnel des administrateurs des colonies;  
 2° — rendant applicables, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1940, aux fonctionnaires, employés et agents rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires relevant du Secrétariat d'Etat aux colonies, les dispositions de la loi du 15 octobre 1940 modifiant le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939, qui règle la situation des personnels des administrations de l'Etat en temps de guerre;  
 3° — qui étend aux familles des fonctionnaires, employés et agents rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies, pays de protectorat français et territoires sous mandat relevant du Secrétariat d'Etat

- aux colonies le régime des délégations d'office institué par le décret du 9 avril 1940 pour les ayants-cause du personnel mobilisé des administrations de l'Etat. (Arrêté de promulgation n° 7 du 7 janvier 1941). 24
- 18 novembre — Arrêtés interministériels relatifs :  
 1° — à la fabrication du matériel de guerre, des poudres et explosifs et de certains produits chimiques;  
 2° — aux mouvements de matériel de guerre, des poudres et explosifs et de certains produits chimiques. (Arrêté de promulgation n° 8 du 7 janvier 1941) 26
- 20 novembre — Décret qui interdit et réprime les déclarations et agissements ayant pour but la fraude en matière de droit d'enregistrement et de timbre dans le ressort territorial de la Cour d'Appel de l'Afrique occidentale française. (Arrêté de promulgation n° 9 du 7 janvier 1941). 30
- 23 novembre — Décrets relatifs à l'attribution des permis de recherches minières au Togo à M.M. Goor et Maujean. (Arrêté de promulgation n° 10 du 7 janvier 1941) 31

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

1941

- 4 janvier — N° 2 — Arrêté modifiant la composition de la commission d'évaluation prévue par l'arrêté n° 2 du 6 janvier 1940 concernant les réquisitions civiles. 33
- 6 janvier — N° 3 — Arrêté modifiant l'arrêté n° 469 du 7 novembre 1940 fixant pour 1941 les taux des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo. 33

6 janvier 1941

7 janvier	N° 4 — Décision abrogeant la décision n° 99 bis du 26 février 1940 interdisant la vente des arachides dans le cercle du nord.	34
8 janvier	N° 10 — Décision portant libération de certains stocks de produits de première nécessité	34
8 janvier	N° 11 — Décision modifiant les limitations de vente fixées par l'arrêté n° 369 du 5 août 1940 pour certains produits et denrées de première nécessité	34
8 janvier	N° 12 — Décision portant blocage de certains stocks de produits de première nécessité	35
8 janvier	N° 19 — Arrêté fixant les prix minima d'achat du café dans le cercle du centre.	35
10 janvier	N° 22 — Arrêté fixant les modalités d'application du décret du 29 octobre 1940 déterminant les conditions d'exportation des cafés en provenance des territoires relevant du ministère des colonies.	35
13 janvier	N° 24 — Arrêté portant modification de l'arrêté n° 525 du 18 décembre 1940 réglementant la vente des palmistes dans le cercle de Lomé	36
13 janvier	N° 25 — Arrêté fixant les prix minima d'achat du café dans les cercles de Lomé et d'Anécho.	36
13 janvier	N° 26 — Arrêté réglementant la vente des palmistes dans le cercle du centre.	37
13 janvier	N° 27 — Arrêté réglementant la vente des palmistes dans le cercle d'Anécho	37
14 janvier	N° 28 — Arrêté interdisant la circulation sur le pont métallique d'Adjido (cercle d'Anécho)	37
	ADDITIFS à l'arrêté n° 547 du 27 décembre 1940 portant prorogation des crédits.	38
	Nominations, mutations, etc. concernant le personnel.	38
	Divers	40

## PARTIE NON OFFICIELLE

### Avis et communications :

Avis de concours	45
Domaines	45

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Emploi du personnel féminin

ARRETE N° 6 promulguant au Togo la loi du 11 octobre 1940 réglementant l'emploi du personnel féminin dans les administrations ou services de l'Etat des départements, communes, établissements publics, colonies, pays de protectorat ou territoires sous mandat, réseaux de chemin de fer d'intérêt

général ou local ou autres services concédés, compagnies de navigation maritime ou aérienne subventionnées, régies municipales ou départementales directes ou intéressées.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo; modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 11 octobre 1940;

Vu les instructions en date du 27 décembre 1940 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 11 octobre 1940 réglementant l'emploi du personnel féminin dans les administrations ou services de l'Etat, des départements, communes, établissements publics, colonies, pays de protectorat ou territoires sous mandat, réseaux de chemin de fer d'intérêt général ou local ou autres services concédés, compagnies de navigation maritime ou aérienne subventionnées, régies municipales ou départementales directes ou intéressées.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 janvier 1941.

L. MONTAGNÉ.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — En vue de lutter contre le chômage, le travail féminin est soumis aux dispositions ci-après :

ART. 2. — Est provisoirement interdit, à compter de la publication du présent acte, l'embauchage ou le recrutement de femmes mariées dans les emplois des administrations ou services de l'Etat, des départements, communes, établissements publics, colonies, pays de protectorat ou territoires sous mandat, réseaux de chemins de fer d'intérêt général ou local ou autres services concédés, compagnies de navigation maritime ou aérienne subventionnées, régies municipales ou départementales directes ou intéressées.

A titre exceptionnel, il pourra être dérogé par arrêté à cette interdiction :

1° — en faveur des femmes dont le mari n'est pas en mesure de subvenir aux besoins du ménage;

2° — en faveur des femmes qui ont, antérieurement à la publication du présent acte, subi avec succès les épreuves d'un concours de recrutement ou contracté un engagement de servir l'Etat avec une durée déterminée.

ART. 3. — Dans un délai de trois mois à compter de la publication du présent acte, des arrêtés signés par le ministre secrétaire d'Etat aux finances et le

ministre intéressé fixeront, pour chacune des administrations, collectivités ou entreprises visées à l'article 2, le pourcentage maximum des emplois de chaque catégorie susceptibles d'être occupés par des personnels féminins.

Ces arrêtés pourront prévoir qu'une fraction déterminée du personnel féminin ne sera utilisée que dans des emplois comportant un service au plus égal à la moitié du service normal.

ART. 4. — Tout agent du sexe féminin des collectivités ou entreprises visées à l'article 2 qui, postérieurement à la publication du présent acte, se démettra de son emploi en vue de contracter mariage avant d'avoir révolu sa vingt-huitième année, sera mis en disponibilité spéciale. Il aura droit, s'il se marie dans un délai de deux ans et s'il prend l'engagement de renoncer, pendant la durée de son mariage, à occuper un emploi quelconque, à l'attribution d'un pécule, exclusif de toute pension basée sur la durée des services, dont le montant, limité à 10.000 francs au maximum, sera déterminé ainsi qu'il suit : 2.000 francs pour chacune des trois premières années de services, 1.500 francs pour les deux suivantes et 1.000 francs pour la sixième. Les services accomplis après l'âge de 25 ans ne peuvent entrer en compte pour le calcul de ce pécule.

Le paiement de ce pécule incombera obligatoirement et intégralement à l'administration, collectivité ou entreprise au service de laquelle était attaché l'intéressé au moment de son départ.

ART. 5. — Les agents placés dans la disponibilité spéciale prévue à l'article ci-dessus cessent d'acquiescer des droits à la retraite et à l'avancement. En cas de dissolution de leur mariage, et à l'exclusion du divorce prononcé aux torts exclusifs de la femme, ils peuvent, sous réserve de l'application des dispositions de l'article 3, obtenir leur réintégration dans l'emploi qu'ils occupaient. En ce cas, leurs services antérieurs ne leur seront comptés pour la retraite que s'ils ont reversé le montant du pécule perçu.

ART. 6. — Toute femme mariée bénéficiant du pécule prévu à l'article 4 qui, sauf le cas où le mari ne serait pas en mesure de subvenir aux besoins du ménage, se livre de manière habituelle à un travail salarié, dans quelque profession que ce soit, à l'exception de l'agriculture, est tenue de reverser le pécule perçu.

ART. 7. — Les agents mariés du sexe féminin, employés dans les administrations, services ou entreprises visées à l'article 2 ci-dessus et dont le mari subvient aux besoins du ménage, pourront être mis en position de congé sans solde. Cette mesure ne s'applique pas au ménage ayant au moins 3 enfants à charge.

Celles de ces femmes mariées visées par le présent article qui réuniront, à la date de la mise en congé, les conditions de durée de services exigées pour l'attribution d'une pension d'ancienneté, ou celles exigées par l'article 17 de la loi du 14 avril 1924 pour l'attribution d'une pension proportionnelle, pourront être admises, sur leur demande, à la retraite, avec pension à jouissance immédiate ou différée, suivant les distinctions prévues par la législation ou les règlements en vigueur.

Celles qui ne rempliront pas les conditions susvisées pourront, sur leur demande, être placées dans la position de disponibilité spéciale prévue à l'article 4 du présent acte et bénéficieront d'un pécule dont le montant sera égal à un mois par année de services de leurs émoluments mensuels.

ART. 8. — Jusqu'au 31 juillet 1941, les agents du sexe féminin bénéficiaires des dispositions de la loi du 14 avril 1924, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, ou de dispositions analogues, qui auront au moins 50 ans d'âge, seront, quelle que soit la durée de leurs services, admis d'office à la retraite, sauf dérogations par arrêté.

Il leur sera attribué, suivant la durée de leurs services, soit une pension d'ancienneté, soit une pension proportionnelle avec jouissance immédiate, calculée à raison, pour chaque année, de un trentième ou un vingt-cinquième du minimum de la pension d'ancienneté, correspondant aux derniers émoluments soumis à retenue effectivement perçus, selon que le droit à pension d'ancienneté devait leur être acquis après trente ans ou vingt-cinq ans de service.

Les services entrant en compte pour la liquidation des pensions concédées par application du présent article seront majorées de 4 ans pour les agents qui, au moment de leur admission à la retraite, avaient au moins une durée égale de services à accomplir avant d'atteindre leur limite d'âge. Au cas contraire, la majoration susvisée sera réduite à due concurrence.

L'octroi de la bonification susvisée ne pourra avoir pour effet d'entraîner une modification de la nature de la pension.

Les emplois ainsi libérés ne seront pourvus que dans une proportion qui sera fixée pour chaque service par arrêté du secrétaire d'Etat intéressé et du ministre secrétaire d'Etat aux finances.

ART. 9. — Des dispositions analogues à celles de l'article 8 pourront être rendues applicables, par décret, au personnel de toutes les collectivités ou entreprises visées à l'article 2 du présent acte.

ART. 10. — Les dispositions du présent acte sont applicables aux agents du sexe féminin vivant notoirement en état de concubinage.

ART. 11. — Les dispositions du présent acte ne font pas obstacle au recrutement ou à l'emploi de femmes mariées dont le travail s'exerce d'une manière discontinue à proximité de leur domicile et ne les met pas dans l'impossibilité d'accomplir les travaux du ménage. La liste des emplois de cette nature sera déterminée par arrêté.

ART. 12. — Des décrets contresignés par le ministre secrétaire d'Etat aux finances pourront, nonobstant toutes dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, prévoir des dispositions analogues à celles du présent acte à l'égard des personnels régis par les lois des 29 juin 1927 et 21 mars 1928 ou par tout autre régime de pension analogue.

ART. 13. — Une loi ultérieure réglera l'exercice d'un emploi salarié privé pour les femmes mariées ou non.

ART. 14. — Le présent acte sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 11 octobre 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le ministre secrétaire d'Etat  
à la production industrielle et au travail,  
René BELIN.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,  
Marcel PEYROUTON.

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,  
Yves BOUTHILLIER.

### Personnels

**ARRETE N° 7 promulguant au Togo les décrets du 13 novembre 1940 relatifs 1° — au personnel des administrateurs des colonies; 2° — à la situation des personnels des administrations de l'Etat en temps de guerre; 3° — au régime des délégations d'office institué par le décret du 9 avril 1940 pour les ayants-cause du personnel mobilisé des administrations de l'Etat.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu les décrets du 13 novembre 1940;

Vu les instructions des 26 et 27 décembre 1940 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française;

### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France :

1° — le décret du 13 novembre 1940 portant dérogation à l'article 6 du décret du 10 juillet 1920 qui a réorganisé le personnel des administrateurs des colonies;

2° — le décret du 13 novembre 1940 rendant applicables, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1940, aux fonctionnaires, employés et agents rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, les dispositions de la loi du 15 octobre 1940 modifiant le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939, qui régit la situation des personnels des administrations de l'Etat en temps de guerre;

3° — le décret du 13 novembre 1940 qui étend aux familles des fonctionnaires, employés et agents rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies, pays de protectorat français et territoires sous mandat relevant du secrétariat d'Etat aux colonies le régime des délégations d'office institué par le décret du 9 avril 1940 pour les ayants-cause du personnel mobilisé des administrations de l'Etat.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 janvier 1941.

L. MONTAGNÉ.

### Administrateurs des Colonies

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu l'acte constitutionnel n° 2 en date du 11 juillet 1940;

Vu le décret du 10 juillet 1920 portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies et les actes qui l'ont modifié;

Sur la proposition du secrétaire d'Etat aux colonies;

### DECRETONS :

**ARTICLE PREMIER.** — A titre exceptionnel et par dérogation aux dispositions de l'article 6 du décret du 10 juillet 1920 susvisé, les fonctionnaires des services civils, admis au concours des 3 et 4 avril 1939

pour le stage à l'Ecole Nationale de la France d'outre-mer pourront être nommés administrateurs-adjoints des colonies sans avoir accompli le stage prévu à cette école.

**ART. 2.** — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 13 novembre 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

### Personnels coloniaux

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et locaux et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 réglant la situation des personnels de l'Etat en temps de guerre et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 12 septembre 1939 étendant aux personnels coloniaux les dispositions du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 susvisé;

Vu la loi du 15 octobre 1940 portant abrogation de certaines dispositions du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 susvisé;

Sur la proposition du secrétaire d'Etat aux colonies;

### DECRETONS :

**ARTICLE PREMIER.** — Sont applicables, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1940, aux fonctionnaires, employés et agents rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, les dispositions de la loi du 15 octobre 1940, modifiant le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939, étendu aux personnels précités par le décret du 12 septembre 1939.

**ART. 2.** — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 13 novembre 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

*LOI portant abrogation de certaines dispositions du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939, fixant la situation des personnels de l'Etat en temps de guerre.*

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

### DECRETONS :

**ARTICLE PREMIER.** — Cessent d'être applicables, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1940, les dispositions des articles 2, 3, 9, 10 et 11 *a* du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 fixant la situation des personnels des administrations de l'Etat en temps de guerre.

Toutefois, en vue notamment de réserver les droits des candidats mobilisés ou prisonniers de guerre, le recrutement de fonctionnaires titulaires ne pourra être effectué que dans la limite de la moitié au maximum

des emplois effectivement vacants et dans les conditions prévues par le décret du 26 septembre 1939.

Un décret fixera les conditions et limites dans lesquelles sera repris ultérieurement le recrutement au titre des emplois réservés.

Les fonctionnaires et agents qui, par suite de mobilisation, captivité ou blessure, ne peuvent réintégrer leur administration, devront, en matière d'avancement, concourir avec leurs collègues.

ART. 2. — Les articles 4 et 5 du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 susvisé sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 4. —

2<sup>o</sup> alinéa. — « Toutefois, lorsque la solde est inférieure au traitement civil dont les intéressés bénéficieraient dans leur administration, il leur est accordé, par cette administration, une indemnité égale à la différence entre, d'une part, le montant total du traitement ou salaire augmenté, le cas échéant, des indemnités soumises à retenues et de l'indemnité spéciale temporaire dont ils bénéficieraient dans leur emploi civil, et d'autre part... »

(Le reste sans changement).

Art. 5. —

2<sup>o</sup> alinéa. — « Le salaire à prendre pour base, pour la détermination éventuelle de l'indemnité différentielle prévue à l'article précédent, est le salaire proprement dit que percevrait l'intéressé dans son emploi civil, à l'exclusion des accessoires autres que l'indemnité spéciale temporaire ».

ART. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 15 octobre 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,*

Yves BOUTHILLIER.

#### Délégations de solde

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux;

Vu le décret du 12 septembre 1939 étendant aux personnels coloniaux le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 fixant la situation des personnels des administrations de l'Etat en temps de guerre;

Vu le décret du 9 avril 1940 étendant aux personnels des administrations de l'Etat le régime des délégations institué par le décret du 30 août 1939 au profit des ayants cause des personnels militaires;

Vu les instructions du département des finances n<sup>o</sup> 1997, du 27 avril 1940 et n<sup>o</sup> 3045, du 7 septembre 1940;

Sur la proposition du secrétaire d'Etat aux colonies;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Est étendu aux familles des fonctionnaires, employés et agents rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies, pays de protectorat français et territoires sous mandat relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, le régime des délégations d'office institué par le décret du

9 avril 1940 pour les ayants-cause du personnel mobilisé des administrations de l'Etat.

Les dispositions adoptées à l'égard des agents de l'Etat mobilisés, décédés au cours de leur présence sous les drapeaux, portés disparus ou faits prisonniers, sont applicables aux personnels coloniaux nonobstant toutes dispositions contraires.

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 13 novembre 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*

Amiral PLATON.

#### DECRET sur le régime des délégations d'office de traitement.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, et du ministre des finances;

Vu ensemble les décrets portant règlement sur la solde, et notamment le décret du 30 août 1939;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939, fixant la situation des personnels des administrations de l'Etat en temps de guerre et les textes subséquents;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le régime des délégations d'office institué par les décrets portant règlement sur la solde, et notamment le décret du 30 août 1939, au profit des ayants-cause des personnels militaires, est étendu aux femmes ou, à défaut et dans l'ordre, aux orphelins mineurs de vingt et un ans ou aux ascendants du premier degré des fonctionnaires, agents, sous-agents et ouvriers mobilisés des administrations, services ou établissements publics de l'Etat, en ce qui concerne l'indemnité différentielle et, le cas échéant, l'indemnité de résidence et les indemnités pour charges de famille qu'ils percevaient en exécution des dispositions du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939.

Toutefois, en ce qui concerne les ascendants ou ascendantes du premier degré, ce régime ne leur est applicable que s'ils avaient été préalablement institués délégataires et remplissent la condition prévue à l'article 28 (3<sup>o</sup>) de la loi du 31 mars 1919.

ART. 2. — Une instruction du ministre des finances déterminera les conditions d'application du présent décret.

ART. 3. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 avril 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,*  
*ministre des affaires étrangères,*

Paul REYNAUD.

*Le ministre des finances,*  
Lucien LAMOUREUX.

Les décrets-lois du 30 août 1939, modifiant respectivement : 1<sup>o</sup> — les règlements sur la solde et les revues des troupes métropolitaines et de la gendarmerie; 2<sup>o</sup> — les règlements sur la solde et les revues des corps de troupes coloniales stationnées dans la métropole — en ce qui concerne les délégations de solde — ont été publiés au Journal officiel de la République Française du 2 septembre 1939, pages 10995 et 10996.

#### Surêté de l'Etat en temps de guerre

**ARRETE N° 8 promulguant au Togo les arrêtés interministériels du 18 novembre 1940 relatifs :**

1<sup>o</sup> — à la fabrication du matériel de guerre, des poudres et explosifs et de certains produits chimiques; 2<sup>o</sup> — aux mouvements de matériel de guerre, des poudres et explosifs et de certains produits chimiques.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu les lois du 15 octobre 1940 portant 1<sup>o</sup> — interdiction de la fabrication des matériels de guerre; 2<sup>o</sup> — interdiction des opérations d'importation, d'exportation et de transit des matériels de guerre; 3<sup>o</sup> — réglementation de la fabrication de divers produits chimiques, promulguées au Togo le 2 décembre 1940;

Vu les arrêtés interministériels du 18 novembre 1940;

Vu les instructions en date du 27 décembre 1940 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France :

1<sup>o</sup> — l'arrêté interministériel du 18 novembre 1940 relatif à la fabrication du matériel de guerre, des poudres et explosifs et de certains produits chimiques.

2<sup>o</sup> — l'arrêté interministériel du 18 novembre 1940 relatif aux mouvements de matériel de guerre, des poudres et explosifs et de certains produits chimiques.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 janvier 1941.

L. MONTAGNÉ.

#### Fabrication du matériel de guerre

Le général d'armée, ministre secrétaire d'Etat à la guerre, l'amiral de la flotte, ministre secrétaire d'Etat à la marine, le général de brigade aérienne, secrétaire d'Etat à l'aviation, le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail, le ministre secrétaire d'Etat aux finances, le vice-président du conseil, ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, le contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies, le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et le secrétaire d'Etat aux communications;

Vu la loi du 15 octobre 1940, portant interdiction de fabrication des matériels de guerre;

Vu la loi du 15 octobre 1940 portant réglementation de divers produits chimiques;

#### ARRETENT :

**ARTICLE PREMIER.** — Dans le cas de commande pour l'Etat français, la demande de licence de fabrication de matériel de guerre sur le territoire de France métropolitaine (y compris la Corse), en Algérie, dans les colonies, les protectorats et les territoires sous mandat, présentées en vue des dérogations prévues par l'article 3 de la loi du 15 octobre 1940, portant interdiction de la fabrication des matériels de guerre est établie par le secrétariat d'Etat intéressé (guerre, marine, ou aviation). Elle est établie en cinq exemplaires, suivant le modèle AF ci-annexé.

Dans le cas de commande pour un destinataire autre que l'Etat français, la demande de licence de fabrication est établie par le fabricant en cinq exemplaires et suivant le modèle AF bis ci-annexé.

Lorsque le fabricant réside en France métropolitaine (Corse comprise) il adresse sa demande directement au secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail; à Paris, s'il réside en zone occupée, Vichy, s'il réside en zone non occupée.

Lorsque le fabricant réside en Algérie, dans une colonie, dans un protectorat, ou dans un territoire sous mandat, il adresse sa demande au secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail sous couvert du gouverneur général, du résident général du haut-commissaire ou du gouverneur.

Pour un matériel complexe dans la constitution duquel entrent plusieurs des articles énumérés par la loi visée au premier alinéa du présent article et dont la fabrication est interdite, il est établi une demande de licence distincte pour chaque article.

**ART. 2.** — Les demandes d'autorisation de fabrication concernant certains matériels exclus de l'application de la loi susvisée (poudres et explosifs autorisés explicitement énumérés aux paragraphes a, b, c, d, e, f et g de l'article 2, 3<sup>e</sup> catégorie, de la loi susvisée et présentées par application de l'article 2 de cette loi doivent être adressées au secrétariat d'Etat à la production industrielle et au travail (direction des industries chimiques).

Ces demandes sont adressées directement ou sous couvert du gouverneur général, résident général haut-commissaire du gouvernement, suivant le territoire où s'exécute la fabrication, ainsi qu'il est indiqué à l'article 1<sup>er</sup> pour les licences relatives au matériel de guerre.

Ces demandes doivent être établies en cinq exemplaires suivant le modèle BF ci-annexé.

**ART. 3.** — Les demandes de licence de fabrication concernant certains produits chimiques surveillés, énumérés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 15 octobre 1940 portant réglementation de divers produits chimiques doivent être adressées au secrétariat d'Etat à la production industrielle et au travail (direction des industries chimiques).

Ces demandes sont adressées directement ou sous couvert du gouverneur général, résident général haut-commissaire ou gouverneur, suivant le territoire où s'exécute la fabrication, ainsi qu'il est indiqué à l'article 1<sup>er</sup> pour les licences relatives au matériel de guerre.

Ces demandes doivent être établies en cinq exemplaires suivant le modèle CF ci-annexé.



ART. 4. — Le délai de validité des licences de fabrication concernant, soit les poudres et explosifs autorisés visés à l'article 2 du présent arrêté, soit les produits chimiques surveillés visés à l'article 3, n'excède jamais six mois.

Fait à Vichy, le 18 novembre 1940.

*Le général d'armée, ministre secrétaire d'Etat à la guerre,*

Général HUNTZIGER.

*L'amiral de la flotte, ministre secrétaire d'Etat à la marine,*

Amiral DARLAN.

*Le général de brigade aérienne, secrétaire d'Etat à l'aviation,*

Général BERGERET.

*Le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail,*

René BELIN.

*Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,*

Yves BOUTHILLIER.

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,*

Marcel PEYROUTON.

*Le vice-président du conseil, ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères,*

Pierre LAVAL.

*Le contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies,*

Amiral PLATON.

*Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice,*

Raphaël ALIBERT.

*Le secrétaire d'Etat aux communications.*

Jean BERTHELOT.

### MODÈLE AF bis

(Loi du 15 Octobre 1940, portant interdiction de la fabrication des matériels de guerre)

#### Demande de Licence de Fabrication de Matériel de Guerre (1)

Nom ou raison sociale du fabricant . . . . .  
Adresse complète . . . . .  
Nature du matériel . . . . .  
Nombre de pièces s'il y a lieu . . . . .  
Motif de la fabrication . . . . .  
Destinataire . . . . .

(Date, signature et cachet du demandeur)

Visa du Ministère de la Production industrielle et du Travail	Visa du Secrétaire d'Etat à (2) . . . . .	Décision des Commissions d'armistice
—	—	—

#### ARRÊTÉ

Le Secrétaire d'Etat . . . . . (2)

(1) Cette demande doit être établie en cinq exemplaires.

(2) A la guerre, à la marine ou à l'aviation.

### MODÈLE BF

(Loi du 15 Octobre 1940, portant interdiction de la fabrication des matériels de guerre)

#### Demande de Licence de Fabrication de Poudres et Explosifs autorisés (1)

Nom ou raison sociale . . . . .  
Adresse complète . . . . .  
Nature de la marchandise . . . . .  
Quantités . . . . .  
Utilisation prévue . . . . .  
(Date, signature et cachet du demandeur)

Visa du Secrétaire d'Etat à la production industrielle et au Travail

Décision des Commissions d'armistice

#### ARRÊTÉ

du Secrétaire d'Etat à la Production industrielle et au Travail.

(1) Cette demande doit être établie en cinq exemplaires.

### MODÈLE CF

(Loi du 15 Octobre 1940, portant réglementation des divers produits chimiques)

#### Demande de Licence de Fabrication de Produits chimiques surveillés (1)

Nom ou raison sociale . . . . .  
Adresse complète . . . . .  
Nature de la marchandise . . . . .  
Quantités . . . . .  
Utilisation prévue . . . . .  
(Date, signature et cachet du demandeur)

Visa du Secrétaire d'Etat à la Production industrielle et au Travail

Décision des Commissions d'armistice

#### ARRÊTÉ

du Secrétaire d'Etat à la Production industrielle et au Travail.

(1) Cette demande doit être établie en cinq exemplaires.

#### Mouvements de matériel de guerre

Le général d'armée, ministre secrétaire d'Etat à la guerre, l'amiral de la flotte, ministre secrétaire d'Etat à la marine, le général de brigade aérienne, secrétaire d'Etat à l'aviation, le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail, le ministre secrétaire d'Etat aux finances, le vice-président du conseil, ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, le contre-amiral secrétaire d'Etat aux colonies, le garde des sceaux ministre secrétaire d'Etat à la justice et le secrétaire d'Etat aux communications;

Vu la loi du 15 octobre 1940 portant interdiction des opérations d'importation, exportation et transit des matériels de guerre;

Vu la loi du 15 octobre 1940 portant réglementation des divers produits chimiques;

#### ARRETENT :

ARTICLE PREMIER. — Les demandes de licence d'importation de matériel de guerre sur le territoire de la France métropolitaine (y compris la Corse) de

sortie de matériel de guerre hors du territoire de la France métropolitaine (y compris la Corse) et de transit de matériel de guerre à travers le territoire de la France métropolitaine (y compris la Corse), présentées en vue des dérogations prévues par l'article 3 de la loi du 15 octobre 1940 portant interdiction des opérations d'importation, d'exportation et transit des matériels de guerre, doivent être adressées au ministère de la production industrielle et du travail.

Les demandes de licence concernant les matériels de guerre sortant d'Algérie, des colonies, des protectorats et des territoires sous mandat, ou importés en Algérie, dans les colonies, les protectorats et les territoires sous mandat, ou expédiés en transit à travers l'Algérie, les colonies, les protectorats et les territoires sous mandat, doivent être adressées au même ministère, sous couvert du gouverneur général, résident général, haut-commissaire, ou gouverneur.

Ces demandes doivent être établies en quatre exemplaires suivant le modèle AT ci-annexé.

ART. 2. — Les demandes de licence concernant certains matériels exclus de l'application de la loi susvisée (poudres et explosifs autorisés explicitement énumérés dans l'alinéa 13<sup>o</sup> du paragraphe relatif à la catégorie A de l'article 2) et présentées par application de l'article 2 de cette loi, doivent être adressées au secrétariat d'Etat à la production industrielle et au travail (direction des industries chimiques).

Ces demandes sont adressées directement ou sous le couvert du gouverneur général, résident général, haut-commissaire ou gouverneur suivant le territoire où s'effectue le mouvement, ainsi qu'il est indiqué à l'article 1<sup>er</sup> pour les licences relatives au matériel de guerre.

Ces demandes doivent être établies en quatre exemplaires suivant le modèle BT ci-annexé.

ART. 3. — Les demandes de licence concernant certains produits chimiques surveillés énumérés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 15 octobre 1940 portant réglementation de divers produits chimiques, demandes présentées par application de la loi précitée, doivent être adressées au secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail (direction des industries chimiques).

Ces demandes sont adressées directement ou sous le couvert du gouverneur général, résident général, haut-commissaire ou gouverneur, suivant le territoire où s'effectue le mouvement, ainsi qu'il est indiqué à l'article 1<sup>er</sup> pour les licences relatives au matériel de guerre.

Ces demandes doivent être établies en quatre exemplaires suivant le modèle CT ci-annexé.

ART. 4. — Pour les matériels de guerre, poudres et explosifs autorisés et produits chimiques surveillés, expédiés d'un territoire français (métropole, Corse, Algérie, colonies, protectorats ou territoires sous mandat) à destination d'un autre territoire français, il n'est établi qu'une seule demande de licence, valable aussi bien pour la sortie que pour l'entrée de la marchandise.

Cette demande est établie par l'expéditeur en six exemplaires et suivant l'un des modèles ci-annexés : AT bis pour les matériels de guerre, BT bis pour les poudres et explosifs autorisés, et CT bis pour les produits chimiques surveillés.

ART. 5. — La durée de validité des licences concernant, soit les matériels de guerre, soit les poudres et explosifs autorisés, visés à l'article 2 du présent arrêté, est de cent vingt jours.

Le délai de validité des licences concernant les produits chimiques surveillés visés à l'article 3 n'exède jamais six mois.

Fait à Vichy, le 18 novembre 1940.

*Le général d'armée, ministre secrétaire d'Etat à la guerre,*

Général HUNTZIGER.

*L'amiral de la flotte, ministre secrétaire d'Etat à la marine,*

Amiral DARLAN.

*Le général de brigade aérienne, secrétaire d'Etat à l'aviation,*

Général BERGERET.

*Le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail,*

René BELIN.

*Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,*

Yves BOUTHILLIER.

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,*

Marcel PEYROUTON.

*Le vice-président du conseil, ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères,*

Pierre LAVAL.

*Le contre-amiral secrétaire d'Etat aux colonies,*

Amiral PLATON.

*Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice,*

Raphaël ALIBERT.

*Le secrétaire d'Etat aux communications,*

Jean BERTHELOT.

### MODÈLE AT

MINISTÈRE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET DU TRAVAIL  
(Loi du 15 octobre 1940, portant interdiction des opérations d'importation, d'exportation et transit des matériels de guerre).

#### Demande d'autorisation <sup>(1)</sup> d ..... <sup>(2)</sup> de matériel de guerre

Nom ou raison sociale .....  
Profession .....  
Adresse complète .....  
Pays (3) .....  
Expéditeur .....  
Destinataire .....  
Nature du matériel .....  
Poids brut (en toutes lettres) .....  
Poids net (en toutes lettres) .....  
Nombre de pièces, s'il y a lieu .....  
Bureau de douane (2) .....  
Date probable de (4) .....

Visa du Secrétaire d'Etat  
à la Production industrielle et au Travail

Visa du Secrétaire d'Etat à (5) .....

Décision des commissions d'armistice.

Visa de la Douane

### ARRÊTÉ

du Secrétaire d'Etat à la Production industrielle et au Travail.

(1) Cette demande doit être fournie en quatre exemplaires.

(2) Exportation ou importation, en transit.

(3) De destination.

(4) D'entrée ou de sortie.

(5) A la Guerre, à la Marine ou à l'Aviation.



**MODÈLE BT**

MINISTÈRE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET DU TRAVAIL

(Loi du 15 octobre 1940, portant interdiction des opérations d'importation, exportation et transit des matériels de guerre).

**Demande d'autorisation (1) d..... (2)  
de Poudres et explosifs autorisés**

Nom ou raison sociale . . . . .  
 Profession . . . . .  
 Adresse complète . . . . .  
 Pays de (3) . . . . .  
 Expéditeur . . . . .  
 Destinataire . . . . .  
 Nature de la marchandise . . . . .  
 Poids brut (en toutes lettres) . . . . .  
 Poids net (en toutes lettres) . . . . .  
 Nombre de pièces, s'il y a lieu . . . . .  
 Utilisation prévue . . . . .  
 Bureau de douane (4) . . . . .  
 Date probable de (2) . . . . .

(Date, signature et cachet du demandeur).

Visa de la Douane.

**ARRÊTÉ**

du Secrétaire d'Etat à la Production industrielle et au Travail.

- (1) Cette demande doit être fournie en quatre exemplaires.  
 (2) Exportation ou importation, ou transit.  
 (3) De destination ou de provenance  
 (4) D'entrée ou de sortie.

**MODÈLE CT**

MINISTÈRE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET DU TRAVAIL

(Loi du 15 octobre 1940, portant réglementation des divers produits chimiques)

**Demande d'autorisation semestrielle (1)  
d..... (2)  
de Produits chimiques surveillés**

Nom ou raison sociale . . . . .  
 Profession . . . . .  
 Adresse complète . . . . .  
 Pays de provenance . . . . .  
 Pays de destination . . . . .  
 Nature de la marchandise . . . . .  
 Quantités . . . . .

(Date, signature et cachet du demandeur)

Avis du Ministère de la Production indus- trielle et du Travail	Décision des Commissions d'armistice	Visa de la Douane
---	---	-------------------

**ARRÊTÉ**

du Secrétaire d'Etat à la Production industrielle et au Travail.

- (1) Cette demande doit être fournie en quatre exemplaires.  
 (2) Exportation, importation ou transit,

**MODÈLE AT bis**

MINISTÈRE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET DU TRAVAIL

(Loi du 15 octobre 1940, portant interdiction des opérations d'importation, exportation et transit des matériels de guerre).

**DEMANDE D'AUTORISATION (1)***de mouvement de matériel de guerre entre territoires français (Métropole, Corse, Algérie, Colonies, Protectorats et Pays sous mandat).*

Nom ou raison sociale . . . . .  
 Profession . . . . .  
 Adresse complète . . . . .  
 Pays de provenance . . . . .  
 Expéditeur . . . . .  
 Destinataire . . . . .  
 Pays de destination . . . . .  
 Nature du matériel . . . . .  
 Poids brut (en toutes lettres) . . . . .  
 Poids net (en toutes lettres) . . . . .  
 Nombre de pièces, s'il y a lieu . . . . .  
 Bureau de douane de sortie . . . . .  
 Date probable de sortie . . . . .  
 Bureau de douane d'entrée . . . . .

(Date, signature et cachet du demandeur)

Visa du Secrétaire d'Etat à la Production industrielle et au Travail	Visa du Secrétaire d'Etat (2)	
Décision des commis- sions d'armistice	Visa de la douane	

**ARRÊTÉ**

des Secrétaires d'Etat à la Production industrielle et au Travail et à . . . . . (2)

- (1) Cette demande doit être fournie en cinq exemplaires.  
 (2) A la Guerre, à la Marine ou à l'Aviation.

**MODÈLE BT bis**

MINISTÈRE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET DU TRAVAIL  
(Loi du 15 octobre 1940, portant interdiction  
des opérations d'importation, exportation et transit des matériels de guerre).

**DEMANDE D'AUTORISATION (1)**

*de mouvement de poudres et explosifs autorisés entre  
territoires français (Métropole, Corse, Algérie,  
Colonies, Protectorats et Pays sous mandat):*

Nom ou raison sociale . . . . .  
Profession . . . . .  
Adresse complète . . . . .  
Pays de provenance . . . . .  
Expéditeur . . . . .  
Destinataire . . . . .  
Pays de destination . . . . .  
Nature de la marchandise . . . . .  
Poids brut (en toutes lettres) . . . . .  
Poids net (en toutes lettres) . . . . .  
Nombre de pièces, s'il y a lieu . . . . .  
Utilisation prévue . . . . .  
Bureau de douane de sortie . . . . .  
Date probable de sortie . . . . .  
Bureau de douane d'entrée . . . . .

(Date, signature et cachet du demandeur)

Visa de la Douane.

**ARRÊTÉ**

du Secrétaire d'Etat à la Production industrielle et au Travail.

(1) Cette demande doit être fournie en cinq exemplaires.

**MODÈLE CT bis**

MINISTÈRE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET DU TRAVAIL  
(Loi du 15 octobre 1940, portant réglementation des divers produits chimiques).

**DEMANDE D'AUTORISATION SEMESTRIELLE (1)**

*de mouvement de produits chimiques surveillés entre  
territoires français (Métropole, Corse, Algérie,  
Colonies, Protectorats et Pays sous mandat).*

Nom ou raison sociale . . . . .  
Profession . . . . .  
Adresse complète . . . . .  
Pays de provenance . . . . .  
Pays de destination . . . . .  
Nature de la marchandise . . . . .

Quantité . . . . .

(Date, signature et cachet du demandeur)

Avis du Ministère de la Production indus- trielle et du Travail	Décision des Commissions d'armistice	Visa de la Douane
---	--	-------------------

**ARRÊTÉ**

du Secrétaire d'Etat à la Production industrielle et au Travail.

(1) Cette demande doit être fournie en cinq exemplaires.

**Enregistrement et Timbre**

**ARRETE** No 9 promulguant au Togo le décret du 20 novembre 1940 qui interdit et réprime les déclarations et agissements ayant pour but la fraude en matière de droit d'enregistrement et de timbre dans le ressort territorial de la Cour d'Appel de l'Afrique occidentale française.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 20 novembre 1940;

Vu les instructions en date du 27 décembre 1940 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 20 novembre 1940 qui interdit et réprime les déclarations et agissements ayant pour but la fraude en matière de droit d'enregistrement et de timbre dans le ressort territorial de la Cour d'Appel de l'Afrique occidentale française.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 janvier 1941.

L. MONTAGNÉ.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 4 du décret du 1<sup>er</sup> décembre 1858;

Vu les réglementations locales instituant dans les colonies de l'Afrique occidentale française des droits d'enregistrement et de timbre et l'impôt sur les revenus des valeurs mobilières;

**DECRETONS :**

**ARTICLE PREMIER.** — Dans le ressort territorial de la Cour d'Appel de l'Afrique occidentale française, est nulle et de nul effet toute convention ayant pour but de dissimuler partie du prix d'une vente d'immeubles ou d'une cession de fonds de commerce ou de clientèle et tout ou partie de la soulte d'un échange ou d'un partage comprenant des biens immeubles, un fonds de commerce ou une clientèle.

La dissimulation dans le prix d'une vente d'immeuble ou d'une cession de fonds de commerce ou de clientèle et dans la soulte d'un échange ou d'un partage peut être établie par tous les genres de preuves admises par le droit commun. Toutefois, l'administration ne peut déferer le serment décisive et elle ne peut user de la preuve testimoniale que pendant dix ans à partir de l'enregistrement de l'acte. L'exploit d'ajournement est donné devant le tribunal de première instance ou la justice de paix à compétence étendue dans le ressort duquel se trouve le bureau de l'enregistrement où les droits sont dus. La cause est instruite

et jugée comme en matière sommaire; elle est sujette à appel s'il y a lieu. Le ministère des avocats défenseurs n'est pas obligatoire, mais les parties qui n'auraient pas constitué avocat défenseur dans le lieu où siège le tribunal ou la justice de paix à compétence étendue sont tenues d'y faire élection de domicile; à défaut de quoi toutes significations sont valablement faites au greffe.

ART. 2. — Toute dissimulation dans le prix d'une vente d'immeubles ou d'une cession de fonds de commerce ou de clientèle et dans la soulte d'un échange ou d'un partage est punie d'une amende égale au quart de la somme dissimulée et payée solidairement par les parties, sauf à la répartir entre elles par égale part.

Quiconque aura été convaincu de s'être, d'une façon quelconque, rendu complice de manœuvres destinées à éluder le paiement de l'impôt sera personnellement passible, indépendamment de sanctions disciplinaires s'il est officier public ou ministériel, d'une amende égale au double de la somme dont le trésor aura été frustré, sans que cette amende puisse être inférieure à 1.000 frs. en principal.

En cas de récidive dans les dix ans d'une décision disciplinaire antérieure devenue définitive, l'officier public ou ministériel convaincu de s'être, d'une façon quelconque, rendu complice de manœuvres destinées à éluder le paiement de l'impôt, sera frappé de destitution, sans préjudice des peines portées à l'article 366 du code pénal, en cas de complicité du délit spécifié en l'article 4 du présent décret.

ART. 3. — Toute déclaration de mutation par décès souscrite par les héritiers, donataires et légataires, leurs maris, tuteurs, curateurs ou administrateurs légaux, sera terminée par une mention ainsi conçue :

« Le déclarant affirme sincère et véritable la présente déclaration; il affirme, en outre, sous les peines édictées par l'article 4 du présent décret, que cette déclaration comprend l'argent comptant, les créances et toutes autres valeurs mobilières françaises et étrangères qui, à sa connaissance, appartenaient au défunt, soit en totalité, soit en partie ».

Lorsque le déclarant affirmera ne savoir ou ne pouvoir signer, le receveur lui donnera lecture de la mention prescrite au paragraphe qui précède, ainsi que de l'article ci-après, et certifiera au pied de la déclaration que cette formalité a été accomplie et que le déclarant a affirmé l'exactitude complète de sa déclaration.

Dans tout acte ou déclaration ayant pour objet, soit une vente d'immeubles, soit une cession de fonds de commerce, soit un échange ou un partage comprenant des immeubles ou un fonds de commerce, chacun des vendeurs, acquéreurs, échangistes, co-partageants, leurs maris, tuteurs ou administrateurs légaux seront tenus de terminer l'acte ou la déclaration par une mention ainsi conçue : « La partie soussignée affirme, sous les peines édictées par l'article 4 du présent décret, que le présent acte (ou la présente déclaration) exprime l'intégralité du prix ou de la soulte convenue ».

Les mentions prescrites par les deux alinéas qui précèdent devront être écrites de la main du déclarant ou de la partie à l'acte, si ce dernier est sous signature privée.

ART. 4. — Celui qui aura formulé frauduleusement les affirmations prescrites par l'article qui précède sera puni des peines portées à l'article 366 du code pénal.

Lorsque l'affirmation jugée frauduleuse émanera d'un ou plusieurs des cohéritiers solidaires, ou que la déclaration aura été souscrite par un mandataire,

les autres héritiers solidaires ou le mandataire seront passibles des mêmes peines, s'il est établi qu'ils ont eu connaissance de la fraude et s'ils n'ont pas complété la déclaration dans un délai de six mois.

Les peines correctionnelles édictées par le paragraphe qui précède se cumulent avec les peines dont la réglementation fiscale frappe les omissions et les dissimulations.

Les articles 59, 60 et 463 du code pénal sont applicables au délit spécifié au présent article.

ART. 5. — Les poursuites seront engagées à la requête de l'administration dans les trois ans qui suivront l'affirmation jugée frauduleuse.

Elles seront portées devant le tribunal correctionnel dans le ressort duquel se trouve le bureau de l'enregistrement où les droits sont dus.

ART. 6. — La peine contre ceux qui abuseraient des timbres pour timbrer et vendre frauduleusement du papier timbré sera la même que celle qui est prononcée par le code pénal contre les contrefacteurs de timbres.

ART. 7. — Ceux qui auront sciemment employé, vendu ou tenté de vendre des timbres mobiles ayant déjà servi seront poursuivis devant le tribunal correctionnel et punis d'une amende de 50 à 1.000 frs.

En cas de récidive, la peine sera d'un emprisonnement de cinq jours à un mois et l'amende sera doublée.

Il pourra être fait application de l'article 463 du code pénal.

Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas où un impôt, une taxe ou un droit quelconque, recouvré par les services locaux de l'enregistrement en Afrique occidentale française, est acquitté au moyen de l'apposition de timbres mobiles.

ART. 8. — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et de l'Afrique occidentale française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Vichy, le 20 novembre 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*

Raphaël ALIBERT.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

#### Recherches minières

ARRETE No 10 promulguant au Togo les décrets du 23 novembre 1940 relatifs à l'attribution des permis de recherches minières au Togo à M.M. Goor et Maujean.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1935 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu les décrets des 26 octobre 1927 et 26 décembre 1931 portant réglementation minière au Togo, ensemble les actes modificatifs subséquents;

Vu les décrets du 23 novembre 1940;

Vu les instructions en date du 27 décembre 1940 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les décrets du 23 novembre 1940 relatifs à l'attribution des permis de recherches minières au Togo à M.M. Goor et Maujean.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 janvier 1941.

L. MONTAGNÉ.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur la proposition du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu les décrets des 26 octobre 1927 et 26 décembre 1931 portant réglementation minière au Togo;

Vu le décret du 28 juillet 1938 portant modification au régime minier de certaines colonies;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1938 du Commissaire de la République au Togo fixant les zones où les droits de recherches de mines sont provisoirement réservés à la colonie;

Après avis du comité des travaux publics des colonies;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le droit exclusif de recherches de mines pour l'or, dans les gisements spécifiquement aurifères, c'est-à-dire : alluvions, filons, couches ou amas, dont la teneur en or suffit à justifier l'exploitation est attribué, sous la forme d'un permis général de recherches minières et sous réserve des droits des tiers, à M. Jean Goor, demeurant à Hyères (Var) et Lomé (Togo) dans les conditions stipulées au présent décret.

ART. 2. — Le permis général de recherches situé sur le territoire du cercle de Sokodé porte sur un périmètre délimité comme suit :

Au Nord : par le parallèle 9° 20' Nord.

A l'Ouest : par le méridien 1° 20' Est Greenwich.

Au Sud : par le parallèle 9° 10' Nord.

A l'Est : par le méridien 1° 30' Est Greenwich jusqu'à la frontière du Dahomey, puis, par la frontière du Dahomey jusqu'au parallèle 9° 20' Nord.

ART. 3. — La durée du permis général de recherches est de deux années à dater de la promulgation du présent décret à la colonie.

Sur demande du permissionnaire, faite dans les six premiers mois de la deuxième année de validité du permis général, le Commissaire de la République pourra, s'il estime suffisantes les justifications produites par le permissionnaire général, proroger par arrêté, d'un an au maximum, la durée de validité du permis général; sa décision sera définitive et sans appel.

Le permis général ne peut être ni cédé, ni amodié; en cas d'inobservation de cette prescription, le permis général sera nul de plein droit, sans mise en demeure.

ART. 4. — A l'intérieur du périmètre visé à l'article 2, M. Goor aura droit, à un moment quelconque de la durée de validité du permis général, à des permis

de recherches ou à des concessions prévus aux titres II et III du décret du 26 octobre 1927; sous la condition de justifier à l'occasion de chaque demande d'une dépense de 15.000 frs. en travaux d'exploitation et de recherches sur le permis général.

Ces permis de recherches ou concessions sont valables, à titre exclusif, pour l'or; ils sont institués conformément aux dispositions du décret du 26 octobre 1927 et ont le bénéfice des permis et concessions de même nature accordés à la priorité de la demande.

ART. 5. — Le titulaire de permis de recherches ou de concessions attribués dans les conditions ci-dessus est soumis à l'obligation de verser à la colonie les taxes et redevances fixées par la réglementation minière.

En outre, toutes les exploitations minières dérivées du permis général, verseront au territoire du Togo une participation de 20% sur les bénéfices.

Le Commissaire de la République fixera, par arrêté, les conditions pratiques d'assiette et de perception de cette participation.

ART. 6. — Les dispositions de la réglementation minière auxquelles il n'est pas expressément dérogé par le présent décret, restent applicables au permis général et aux titres miniers qui en dérivent.

ART. 7. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *journal officiel* de la République française et au *journal officiel* du territoire du Togo.

Fait à Vichy, le 23 novembre 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies,*

Amiral PLATON.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur la proposition du contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu les décrets des 26 octobre 1927 et 26 décembre 1931 portant réglementation minière au Togo;

Vu le décret du 28 juillet 1938 portant modification au régime minier de certaines colonies;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1938 du Commissaire de la République française au Togo fixant les zones où les droits de recherches minières sont provisoirement réservés à la colonie;

Après avis du comité des travaux publics des colonies;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le droit exclusif de recherches de mines pour l'or, dans les gisements spécifiquement aurifères, c'est-à-dire : alluvions, filons, couches ou amas, dont la teneur en or suffit à justifier l'exploitation est attribué, sous la forme d'un permis général de recherches minières et sous réserve des droits des tiers, à M. Jean Maujean, demeurant à Jumièges, par le Bugue (Dordogne) dans les conditions stipulées au présent décret.

ART. 2. — Le permis général de recherches situé sur le territoire du Togo, porte sur un périmètre de 100 kilomètres carrés, comprenant quatre carrés de 5 kilomètres de côté, orientés N/S-E/O vrais, situés sur la

rivière Illet, cercle d'Atakpamé, dont la position est définie comme suit :

Carré No 1 : L'angle Sud-Est du carré se trouve au confluent des rivières Illet et Yacoura.

Carré No 2 : L'angle Nord-Ouest se trouve sur la rivière Illet au pont se trouvant sur la route Sokodé-Atakpamé, à 1.500 mètres environ au Sud du village d'Agbandi.

Carré No 3 : A son centre au confluent des rivières Djobo et Illet.

Carré No 4 : A son centre au confluent des rivières Toubodja et Illet.

ART. 3. — La durée du permis général de recherches est de deux années à dater de la promulgation du présent décret à la colonie.

Sur la demande du permissionnaire faite dans les six premiers mois de la deuxième année de validité du permis général, le Commissaire de la République pourra, s'il estime suffisantes les justifications produites par le permissionnaire général, proroger par arrêté, d'un an au maximum, la durée de validité du permis général; sa décision sera définitive et sans appel.

Le permis général ne peut être ni cédé, ni amodié, en cas d'inobservation de cette prescription, le permis général sera nul de plein droit sans mise en demeure.

ART. 4. — A l'intérieur du périmètre visé à l'article 2, M. Jean Maujean aura droit, à un moment quelconque de la durée de validité du permis général, à des permis de recherches ou à des concessions prévus aux titres II et III du décret du 26 octobre 1927, sous la condition de justifier, à l'occasion de chaque demande, d'une dépense de 15.000 frs. en travaux d'exploitation et de recherches sur le permis général.

Ces permis de recherches ou concessions sont valables, à titre exclusif, pour l'or; ils sont institués conformément aux dispositions du décret du 26 octobre 1927 et ont le bénéfice des permis et concessions de même nature accordés à la priorité de la demande.

ART. 5. — Le titulaire de permis de recherches ou de concessions attribués dans les conditions ci-dessus, est soumis à l'obligation de verser à la colonie les taxes et redevances fixées par la réglementation minière.

En outre, toutes les exploitations minières dérivées du permis général verseront au territoire du Togo une participation de 20% sur les bénéfices.

Le Commissaire de la République fixera, par arrêté, les conditions pratiques d'assiette et de perception de cette participation.

ART. 6. — Les dispositions de la réglementation minière auxquelles il n'est pas expressément dérogé par le présent décret restent applicables au permis général et aux titres miniers qui en dérivent.

ART. 7. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *journal officiel* de la République française et au *journal officiel* du territoire du Togo.

Fait à Vichy, le 23 novembre 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies,

Amiral PLATON.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Réquisitions civiles

ARRETE No 2 modifiant la composition de la commission d'évaluation prévue par l'arrêté no 2 du 6 janvier 1940 concernant les réquisitions civiles.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 11 juillet 1938, sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre;

Vu le décret du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies de la loi susvisée;

Vu le décret du 6 décembre 1938, rendant applicable aux colonies la loi du 3 juillet 1877 et les lois subséquentes relatives aux réquisitions militaires;

Vu le décret du 2 septembre 1939 portant règlement d'administration déterminant les conditions d'emploi des ressources des territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, promulgué au Togo le 10 novembre 1939;

Vu l'arrêté no 2 du 6 janvier 1940 nommant les membres de la commission spéciale des réquisitions civiles et déterminant l'étendue des attributions de cette commission;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est modifiée comme suit la composition de la commission prévue à l'article premier de l'arrêté no 2 du 6 janvier 1940 sus-visé :

L'inspecteur des affaires administratives *Président*

Le chef du bureau des finances, ou son délégué,

Le chef du bureau des affaires économiques, ou son délégué,

M. Ambach, agent de la F. A. O., représentant le commerce,

M. Charles, directeur de l'Unelco, représentant l'industrie,

M. de Souza Félicio, représentant l'agriculture.

*Membres*

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 janvier 1941.

L. MONTAGNÉ.

### Sociétés indigènes de prévoyance

ARRETE No 3 modifiant l'arrêté no 469 du 7 novembre 1940 fixant pour 1941 les taux des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance au Togo, modifié par le décret du 31 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 552 en date du 7 octobre 1937 relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance, modifié par l'arrêté n° 116 du 24 février 1938;

Vu les arrêtés n°s 388 et 589 des 17 juillet et 14 novembre 1937 portant création des différentes sociétés indigènes du Territoire, modifiés par l'arrêté n° 28 du 17 janvier 1939;

Vu l'arrêté n° 469 du 7 novembre 1940 fixant pour 1941 les taux des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo;

Sur la proposition des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté n° 469 du 7 novembre 1940 sus-visé est modifié comme suit :

Société indigène de prévoyance de Lomé	10 frs.
Société indigène de prévoyance de Klouto	6,50
Sociétés indigènes de prévoyance de Tsévié et Anécho	5,50
Sociétés indigènes de prévoyance d'Atakpamé et Mango	4,50
Sociétés indigènes de Prévoyance de Sokodé, Lama-Kara et Bassari	3,50

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 janvier 1941.

L. MONTAGNÉ.

#### Vente des arachides

DECISION N° 4 abrogeant la décision n° 99 bis du 26 février 1940 interdisant la vente des arachides dans le cercle du Nord.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 18 juin 1935 réglementant la vente de certains produits durant les distributions de graines de semences faites aux agriculteurs indigènes par les sociétés indigènes de prévoyance;

Vu la décision n° 99 bis du 26 février 1940 interdisant la vente des arachides dans le cercle du nord;

Après avis des sociétés indigènes de prévoyance intéressées;

#### DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogée pour compter du 15 janvier 1941 la décision n° 99 bis du 26 février 1940 interdisant la vente des arachides dans toute l'étendue du cercle du Nord (subdivisions de Sokodé, Lama-Kara et Bassari et Mango).

ART. 2. — La campagne d'achats est ouverte à compter de la même date dans le cercle de Sokodé et la subdivision administrative autonome de Mango.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 7 janvier 1941.

L. MONTAGNÉ.

#### Produits et denrées de première nécessité

DECISION N° 10 portant libération de certains stocks de produits de première nécessité.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 368 du 5 août 1940 ordonnant le blocage temporaire des stocks de certains produits de première nécessité détenus par le commerce local;

Vu les décisions n°s 449, 577, 608 et 629 des 20 août, 5, 21 et 30 octobre 1940 et 748 du 9 décembre 1940 portant libération de certains stocks de produits de première nécessité;

#### DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Sont libérées à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1941 sur les stocks de sécurité constitués conformément aux dispositions de l'arrêté n° 368 du 5 août 1940 les quantités ci-après :

##### 1° — FARINE

S. C. O. A.	1.000 kilos
John Holt	313 —
G. B. Ollivant	300 —

##### 2° — SUCRE

S. C. O. A.	1.200 kilos
John Holt	1.000 —

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 8 janvier 1941.

L. MONTAGNÉ.

DECISION N° 11 modifiant les limitations de vente fixées par l'arrêté n° 369 du 5 août 1940 pour certains produits et denrées de première nécessité.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 369 du 5 août 1940 portant limitation temporaire de la vente de certains produits et denrées de première nécessité détenus par le commerce local;

Vu les décisions n° 448 du 20 août 1940, n° 500 du 9 septembre 1940, n° 698 du 23 novembre 1940 et n° 747 du 9 décembre 1940 modifiant les limitations de vente fixées par l'arrêté n° 369 du 5 août 1940 pour certains produits et denrées de première nécessité;

#### DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Sont modifiées comme suit, pour le mois de janvier 1941, les limitations de vente mensuelles fixées à l'article 2 de l'arrêté 369 du 5 août 1940 :

VIN	16.205 litres.
-----	----------------

ART. 2. — Cette augmentation du contingent autorisé des ventes est répartie ainsi qu'il suit :



## VIN ROUGE ET BLANC AVARIÉ :

F. A. O. . . . .	4.000 litres
S. C. O. A. . . . .	345 —
U. A. C. . . . .	2.980 —
G. B. Ollivant . . . . .	880 —

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 8 janvier 1941.

L. MONTAGNÉ.

*DECISION N° 12 portant blocage de certains stocks de produits de première nécessité.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 368 du 5 août 1940 ordonnant le blocage temporaire de stocks de certains produits de première nécessité détenus par le commerce local;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Sont bloquées à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1941 les quantités de produits ci-après provenant du s/s *Fort-de-Douaumont* :

1<sup>o</sup> — SUCRE :

United Africa Company Ltd. . . . 11.000 kilos

2<sup>o</sup> — VIN :

Cie. Française de l'Afrique occidentale 12.000 litres  
Société Générale du Golfe de Guinée 5.000 —

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 8 janvier 1941.

L. MONTAGNÉ.

Café

*ARRETE N° 19 fixant les prix minima d'achat du café dans le cercle du Centre.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le radiotélégramme n° C. 123 du 20 novembre 1940 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les prix minima d'achat du café aux producteurs sont fixés ainsi qu'il suit dans le cercle du Centre :

*Atakpamé :*

Frs.

Café Arabica : qualité supérieure : 10.791 la tonne

Café Arabica : qualité courante : 8.543 la tonne

*Palimé :*

Café Arabica : qualité supérieure : 10.823 la tonne  
Café Arabica : qualité courante : 8.575 la tonne

*Agou-Gare :*

Café Arabica : qualité supérieure : 10.850 la tonne  
Café Arabica : qualité courante : 8.602 la tonne

*Balou :*

Café Arabica : qualité supérieure : 10.341 la tonne  
Café Arabica : qualité courante : 8.093 la tonne

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 janvier 1941.

L. MONTAGNÉ.

*ARRETE N° 22 fixant les modalités d'application du décret du 29 octobre 1940 déterminant les conditions d'exportation des cafés en provenance des territoires relevant du ministère des colonies.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 29 octobre 1940 déterminant les conditions d'exportation des cafés en provenance du Territoire relevant du ministère des colonies;

Vu l'arrêté n° 690 du 15 décembre 1938 modifiant en ce qui concerne le café l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 690 du 15 décembre 1938 modifiant en ce qui concerne le café, l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits.

ART. 2. — Pour être admis à l'exportation du territoire du Togo les cafés devront être classés comme suit :

Café Arabica — Qualité supérieure.  
Café Arabica — Qualité courante.  
Café Arabica — Brisures.  
Café Arabica — Triage.  
Café Robusta Niaouli — Qualité supérieure.  
Café Robusta Niaouli — Qualité courante.  
Café Robusta Niaouli — Brisures.  
Café Robusta Niaouli — Triage.

Ces diverses qualités devront répondre aux conditions fixées par le décret du 29 octobre 1940.

ART. 3. — Pour les inscriptions à faire sur les sacs le café Robusta Niaouli dépelliculé devra porter la mention « CAFE DEPELLICULE ».

Les abréviations suivantes sont admises :

1<sup>o</sup> — Qualités.

Q.S. pour qualité supérieure.

Q.C. pour qualité courante.

B pour brisures.

T pour triage.

2<sup>e</sup> — Sortes commerciales.

C.R.N. pour café Robusta Niaouli.

C.R.N. DE pour café Robusta Niaouli dépelliculé.

C.A. pour café Arabica.

3<sup>e</sup> — Le nom de la firme exportatrice pourra être remplacé par les lettres initiales couramment employées pour désigner ces firmes (F.A.O., S.C.O.A, etc...).

La désignation d'origine, c'est-à-dire « TOGO », devra être indiquée en toutes lettres.

A titre transitoire, les sacs ayant servi à l'emballage des cafés de l'ancienne récolte seront dispensés du marquage tel qu'il est prévu ci-dessus.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 janvier 1941.

L. MONTAGNÉ.

**Palmistes**

ARRETE N° 24 portant modification de l'arrêté n° 525 réglementant la vente des palmistes dans le cercle de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le radiotélégramme n° C. 123 du 20 novembre 1940 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

Vu la lettre du 8 janvier du représentant des exportateurs d'oléagineux à Lomé;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 525 du 18 décembre 1940 réglementant la vente des palmistes dans le cercle de Lomé est modifié ainsi qu'il suit :

« ART. 3.

*Subdivision de Lomé*

Centre d'achat d'Agouévé . . .	} 935 frs. la tonne.
— — de Sangara . . .	
— — de Noépé . . .	

Centre d'achat de Mission-Tové 890 frs. la tonne.

*Subdivision de Tsévié :*

Centre d'achat de Tsévié . . .	925 frs. la tonne.
— — d'Assahoun . . .	} 915 frs. la tonne ».
— — d'Agbelouvé . . .	

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 13 janvier 1941.

L. MONTAGNÉ.

**Café**

ARRETE N° 25 fixant les prix minima d'achat du café dans les cercles de Lomé et d'Anécho.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le radiotélégramme n° C. 123 du 20 novembre 1940 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les prix minima d'achat du café aux producteurs sont fixés ainsi qu'il suit sur toute l'étendue des cercles de Lomé et d'Anécho :

1<sup>o</sup> — CERCLE DE LOMÉ*Subdivision de Lomé*

## Centre d'achat de Lomé :

	Arabica Francs	Robusta Francs	Niaouli Francs
Qualité supérieure . . .	10.987 la T.		
Qualité courante . . .	8.739 la T.		
Qualité supérieure . . .		7.687 la T.	
Qualité courante . . .		7.260 la T.	

*Subdivision de Tsévié*

## Centre d'achat de Tsévié :

	Arabica Francs	Robusta Francs	Niaouli Francs
Qualité supérieure . . .	10.916 la T.		
Qualité courante . . .	8.668 la T.		
Qualité supérieure . . .		7.616 la T.	
Qualité courante . . .		7.189 la T.	

## Centre d'achat d'Assahoun :

Qualité supérieure . . .	10.896 la T.		
Qualité courante . . .	8.648 la T.		
Qualité supérieure . . .		7.596 la T.	
Qualité courante . . .		7.169 la T.	

## Centre d'achat d'Agbelouvé :

Qualité supérieure . . .	10.886 la T.		
Qualité courante . . .	8.638 la T.		
Qualité supérieure . . .		7.586 la T.	
Qualité courante . . .		7.159 la T.	

2<sup>o</sup> — CERCLE D'ANÉCHO

## Centre d'achat d'Anécho :

	Arabica Francs	Robusta Francs	Niaouli Francs
Qualité supérieure . . .	10.902 la T.		
Qualité courante . . .	8.654 la T.		
Qualité supérieure . . .		7.602 la T.	
Qualité courante . . .		7.175 la T.	

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 janvier 1941.

L. MONTAGNÉ.

**Palmistes****ARRETE N° 26 réglementant la vente des palmistes dans le cercle du Centre.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le radiotélégramme n° C. 123 du 20 novembre 1940 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Sur toute l'étendue du cercle du Centre les transactions commerciales portant sur les palmistes ne sont autorisées que dans les centres d'achat et aux prix d'achat minima aux producteurs suivants :

**1° — Subdivision d'Atakpamé :**

Atakpamé . . . . .	854 francs la tonne.
Nuatja . . . . .	895 francs la tonne.
Tohoun . . . . .	680 francs la tonne.
Tététou . . . . .	735 francs la tonne.
Dadja . . . . .	794 francs la tonne.
Foukoté . . . . .	794 francs la tonne.
Ezimé . . . . .	754 francs la tonne.
Avété . . . . .	818 francs la tonne.
Okpahoné . . . . .	784 francs la tonne.
Ehéwa . . . . .	824 francs la tonne.

**2° — Subdivision de Palimé :**

Palimé . . . . .	866 francs la tonne.
Agou-Gare . . . . .	888 francs la tonne.

ART. 2. — Les paiements seront effectués aux producteurs au comptant en monnaie française ayant cours légal, y compris la monnaie d'appoint au cas où le paiement à chaque apporteur en comporterait.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 13 janvier 1941.

L. MONTAGNÉ.

**ARRETE N° 27 réglementant la vente des palmistes dans le cercle d'Anécho.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le radiotélégramme n° C. 123 du 20 novembre 1940 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Sur toute l'étendue du cercle d'Anécho les transactions commerciales portant sur les

palmistes ne sont autorisées que dans les centres d'achat et aux prix d'achat minima aux producteurs suivants :

Anécho . . . . .	913 francs la tonne.
Vogan . . . . .	859 francs la tonne.
Aklakou . . . . .	859 francs la tonne.
Tabligbo . . . . .	811 francs la tonne.
Ahépe . . . . .	853 francs la tonne.
Tchékpo . . . . .	863 francs la tonne.

ART. 2. — Les paiements seront effectués aux producteurs au comptant en monnaie française ayant cours légal, y compris la monnaie d'appoint au cas où le paiement à chaque apporteur en comporterait.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 13 janvier 1941.

L. MONTAGNÉ.

**Circulation sur le pont d'Adjido****ARRETE N° 28 interdisant la circulation sur le pont métallique d'Adjido (cercle d'Anécho).**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 juin 1935 rendant applicable au Togo le décret du 21 juin 1934 portant réglementation pour l'usage des voies ouvertes à la circulation publique dans l'Afrique occidentale française, rectifié par celui du 14 février 1934;

Vu l'arrêté n° 429 du 25 juillet 1938 fixant les modalités d'application dans le territoire du Togo, du décret du 21 juin 1934;

Vu la lettre n° 1.870 en date du 12 novembre 1940 du commandant de cercle d'Anécho signalant le mauvais état du pont métallique d'Adjido;

Sur la proposition de l'ingénieur principal, chef du service des travaux publics et des mines du Togo;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est provisoirement interdite la circulation de tous véhicules automobiles de plus de 4 tonnes de charge totale, charge utile et poids morts réunis, sur le pont métallique d'Adjido (cercle d'Anécho).

ART. 2. — Les infractions au présent arrêté seront passibles des peines prévues par l'article 46 du décret du 21 juin 1934 rendu applicable au Togo par celui du 16 juin 1935.

ART. 3. — Le chef du service des travaux publics et le commandant du cercle d'Anécho, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 janvier 1941.

L. MONTAGNÉ.

**Prorogation des crédits**

*ADDITIFS à l'arrêté n° 547 du 27 décembre 1940 portant prorogation des crédits.*

*Chapitre XI — 1 — 2***BASSARI**

Aménagement ancienne poste.

*Chapitre XI — 1 — 4**Subdivision des travaux publics du Sud*

Terrain d'aviation d'Agbelouvé.

*Chapitre XXII — 2 — 2**Subdivision des travaux publics du Sud*

Route entre stade et avenue des Alliés.

**ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL****ACTES DU POUVOIR LOCAL****PERSONNEL EUROPEEN****Affectations**

Par décision du :

8 janvier 1941. — M. Pic, administrateur de 2<sup>e</sup> classe des colonies, est nommé :

administrateur-maire de la commune-mixte de Lomé, commandant du cercle de Lomé,

président du tribunal du 2<sup>e</sup> degré de Lomé, en remplacement de M. Moal, administrateur de 3<sup>e</sup> cl. des colonies, en instance de départ en congé de convalescence.

M. Pic exercera, en outre, les fonctions de chef du service de l'inspection maritime.

**Tableau d'avancement**

Par arrêté n° 13 du :

8 janvier 1941. — Est inscrit au tableau d'avancement du personnel de la trésorerie du Togo, pour l'année 1941 :

*Pour le grade de commis principal hors classe :*

M. Laporte Roger, commis principal de 1<sup>re</sup> classe.

Par arrêté n° 15 du :

8 janvier 1941. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel des cadres locaux européens du Togo, pour le premier semestre 1941 :

**A — ENSEIGNEMENT**

*Pour le grade d'institutrice principale hors classe 2<sup>e</sup> échelon : (au choix)*

M<sup>mes</sup>. Patanchon Louise, institutrice principale hors classe de 1<sup>er</sup> échelon;

Siro Marie, institutrice principale hors classe de 1<sup>er</sup> échelon.

*Pour le grade d'instituteur principal de 1<sup>re</sup> classe (au choix)*

M.M. Pallarès Martin, instituteur principal de 2<sup>e</sup> c  
Combes René, instituteur principal de 2<sup>e</sup> clas

*Pour le grade d'instituteur de 3<sup>e</sup> classe : (au choix)*

M.M. Beuter Marc, instituteur de 4<sup>e</sup> classe;  
Capelier Franc, instituteur de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'instituteur de 4<sup>e</sup> classe : (au choix)*

M. Aquereburu, instituteur de 5<sup>e</sup> classe.

**B — POLICE**

*Pour le grade de commissaire de police ppal de 1<sup>re</sup> (au choix)*

M. Réhart Adolphe, commissaire de police princip de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de commissaire de police de 2<sup>e</sup> class (au choix)*

M. Ginet Henri, commissaire de police de 3<sup>e</sup> class

**C — AGRICULTURE**

*Pour le grade de conducteur en chef de 1<sup>re</sup> classe : (au choix)*

M.M. Gaillaguet Louis, conducteur en chef de 2<sup>e</sup> cl  
Fontaine André, conducteur en chef de 2<sup>e</sup> c

*Pour le grade de conducteur principal de 1<sup>re</sup> classe (au choix)*

M. Knill Marcel, conducteur principal de 2<sup>e</sup> class

*Pour le grade de conducteur de 2<sup>e</sup> classe : (au choix)*

M. Horard Gustave, aide-conducteur de 1<sup>re</sup> class

**D — TRAVAUX PUBLICS**

*Pour le grade de chef ouvrier d'art de 2<sup>e</sup> classe (au choix)*

M. Stoll René, chef ouvrier d'art de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de surveillant principal de 1<sup>re</sup> classe (au choix)*

M. Berthon Albert, surveillant principal de 2<sup>e</sup> class

*Pour le grade de surveillant de 1<sup>re</sup> classe : (au choix)*

M. Mandon René, surveillant de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de surveillant de 3<sup>e</sup> classe : (au choix)*

M. Thierry Louis, surveillant de 4<sup>e</sup> classe.

**E — CHEMINS DE FER**

*Pour le grade de sous-chef de gare de 1<sup>re</sup> classe (au choix)*

M. Cerveaux Lyonel, sous-chef de gare de 2<sup>e</sup> classe

*Pour le grade de chef de district principal de 2<sup>e</sup> cl. :*  
(au choix)

M. Tavéra Barthélemy, chef de district principal de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de chef de district de 1<sup>re</sup> classe :*  
(au choix)

M. Agniel Jean, chef de district de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de chef de district de 2<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

M. Combe Roger, chef de district de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de chef ouvrier d'art de 1<sup>re</sup> classe :*  
(au choix)

M. Watteau Louis, chef ouvrier d'art de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de chef mécanicien de 2<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

M. Burignat Marc, chef mécanicien de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'agent comptable principal de 3<sup>e</sup> cl. :*  
(au choix)

M. Plancq Jean, agent comptable de 1<sup>re</sup> classe.

#### **Promotion**

Par arrêté n° 14 du :

8 janvier 1941. — Est promu dans le personnel de la trésorerie du Togo pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1941 :

*Au grade de commis principal hors classe :*

M. Laporte Roger, commis principal de 1<sup>re</sup> classe.

Par arrêté n° 16 du :

8 janvier 1941. — Sont promus, pour compter du premier janvier 1941, les fonctionnaires des cadres locaux européens du Togo dont les noms suivent :

#### **A — ENSEIGNEMENT**

*Au grade d'institutrice principale hors classe 2<sup>e</sup> échelon :*  
(au choix)

M<sup>mes</sup>. Patanchon Louise, institutrice principale hors classe de 1<sup>er</sup> échelon;  
Siro Marie, institutrice principale hors classe de 1<sup>er</sup> échelon.

*Au grade d'instituteur principal de 1<sup>re</sup> classe :*  
(au choix)

M.M. Pallarès Martin, instituteur principal de 2<sup>e</sup> cl.;  
Combes René, instituteur principal de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'instituteur de 3<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

M.M. Beuter Marc, instituteur de 4<sup>e</sup> classe;  
Capelier Franc, instituteur de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'instituteur de 4<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

M. Aquereburu, instituteur de 5<sup>e</sup> classe.

#### **B — POLICE**

*Au grade de commissaire de police principal de 1<sup>re</sup> cl. :*  
(au choix)

M. Réhart Adolphe, commissaire de police principal de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commissaire de police de 2<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

M. Ginet Henri, commissaire de police de 3<sup>e</sup> classe.

#### **C — AGRICULTURE**

*Au grade de conducteur en chef de 1<sup>re</sup> classe :*  
(au choix)

M.M. Gaillaguet Louis, conducteur en chef de 2<sup>e</sup> cl.;  
Fontaine André, conducteur en chef de 2<sup>e</sup> cl.

*Au grade de conducteur principal de 1<sup>re</sup> classe :*  
(au choix)

M. Knill Marcel, conducteur principal de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de conducteur de 2<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

M. Horard Gustave, aide-conducteur de 1<sup>re</sup> classe.

#### **D — TRAVAUX PUBLICS**

*Au grade de chef ouvrier d'art de 2<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

M. Stoll René, chef ouvrier d'art de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de surveillant principal de 1<sup>re</sup> classe :*  
(au choix)

M. Berthon Albert, surveillant principal de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de surveillant de 1<sup>re</sup> classe :*  
(au choix)

M. Mandon René, surveillant de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de surveillant de 3<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

M. Thierry Louis, surveillant de 4<sup>e</sup> classe.

#### **E — CHEMINS DE FER**

*Au grade de sous-chef de gare de 1<sup>re</sup> classe :*  
(au choix)

M. Cerveaux Lyonel, sous-chef de gare de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de chef de district principal de 2<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

M. Tavéra Barthélemy, chef de district principal de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de chef de district de 1<sup>re</sup> classe :*  
(au choix)

M. Agniel Jean, chef de district de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de chef de district de 2<sup>e</sup> classe :*  
(au choix)

M. Combe Roger, chef de district de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de chef ouvrier d'art de 1<sup>re</sup> classe :*

(au choix)

M. Watteau Louis, chef ouvrier d'art de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de chef mécanicien de 2<sup>e</sup> classe :*

(au choix)

M. Burignat Marc, chef mécanicien de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'agent comptable principal de 3<sup>e</sup> classe :*

(au choix)

M. Plancq Jean, agent comptable de 1<sup>re</sup> classe.

#### Passage à l'échelon supérieur

Par décision n° 801 du :

31 décembre 1940. — Est constaté dans le personnel européen détaché au Togo des cadres de l'A. O. F. le passage automatique à l'échelon supérieur de solde de :

M. Bonnard Louis, sous-inspecteur d'exploitation avant 4 ans, qui compte 33 mois d'ancienneté et de séjour colonial au 31 décembre 1940 passe à l'échelon après 4 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1941.

Par décision n° 5 du :

8 janvier 1941. — Est constaté dans le personnel européen détaché au Togo des cadres de l'A. O. F. le passage automatique à l'échelon supérieur de solde de :

M. Artaxe André, chef ouvrier d'art avant 42 mois, qui compte, au 31 décembre 1940, vingt quatre mois d'ancienneté dont 16 mois 4 jours de séjour colonial et 1 mois 26 jours au titre de rappel pour services militaires non utilisés.

M. Artaxe passe à l'échelon avant 66 mois le 1<sup>er</sup> janvier 1941.

#### Titularisation

Par arrêté n° 17 du :

8 janvier 1941. — M. Gbedey Robert, comptable stagiaire des travaux publics du Togo, est titularisé dans son emploi en qualité de comptable de 4<sup>e</sup> classe pour compter du 13 octobre 1940.

## DIVERS

#### Justice

Par arrêté n° 11 du :

8 janvier 1941. — Sont nommés assesseurs européens près les tribunaux criminels du Territoire pour l'année 1941 :

*Tribunal criminel du cercle de Lomé :*

M.M. Robert Alexandre,  
Jonca Jacques,  
Charles Pierre,  
Pallarès Martin.

*Tribunal criminel du cercle d'Aného :*

M.M. Guerin Edmond,  
Parbot Louis.

*Tribunal criminel du cercle d'Atakpamé :*

M.M. Rodier Georges,  
Peyres Paul,  
Le médecin-capitaine Orly Alain,  
Moindrot Sylvain.

*Tribunal criminel du cercle de Sokodé :*

R. P. Boursin Théophile,  
M.M. Azemard Pierre,  
Gaudonville Charles,  
Aquereburu Samuel.

Par arrêté n° 12 du :

8 janvier 1941. — Sont nommés pour l'année 1941 assesseurs indigènes près les tribunaux des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> degrés et criminels du Territoire :

#### 1 — CERCLE DE LOMÉ

##### 1<sup>o</sup> — Tribunal du 2<sup>e</sup> degré et tribunal criminel :

Adjalle Jacob, chef du canton d'Amoutivé, coutume Ewé.

Aklassou Joseph, chef du canton de Bé, coutume Ewé.

Occansej Ludwig, notable, coutume Ahoulou.

Homawoo Francis, notable, coutume Somé.

Semekonon Agblévon, chef du canton d'Aflao, coutume Ewé.

Houkpeto Kémavo William, chef du village de Sangara, coutume Ewé.

Ajavon Emmanuel, notable et chef de quartier, coutume Mina.

Agbodjan William, notable et chef de quartier, coutume Mina.

Fumey Mensah William, notable, coutume Mina.

Gboguidigbo Adjaboni, notable, coutume Fon.

Mam Ahoudou, notable, coutume Yorouba.

Mam Sambo, notable, coutume Anago et Haoussa.

##### 2<sup>o</sup> — Tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Lomé :

Dorkenoo Michel, coutume Ewé.

Agbagloh Jérôme, coutume Ewé.

Gaba Jacob, coutume Mina-Guin.

Comlan Ferdinand, coutume Mina-Guin.

de Souza Henry, coutume Somé.

Acolatsé Alex, coutume Ahlouan.

Koughlenou Joseph, coutume Ouatchi.

Gbadji Gbaguidi, coutume Fon.

Kangni Thomas, coutume Pla-Péda.

Gibirila Sanoussi, coutume Nago.

Galadima Ahoudou, coutume Haoussa.

Kouassi Gbédor, coutume Ana.

##### Tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Tsévié :

Nopegnon Somali, coutume Ewé.

Paassah Seth, coutume Ewé.

Maglo Richard, coutume Ewé.

Maglo Sodofia, coutume Ewé.

Kodjo Avlimé, coutume Ewé.

Aléké, coutume Ewé.

Gaba Georges, coutume Mina.

Koffi Siwomey, coutume Mina.

Ahiakpor Andréas, coutume Ahoulou.

Attikpoe Alfred, coutume Ahoulou.

Malam, coutume Haoussa.

Iroko, coutume Yorouba.



## II — CERCLE D'ANÉCHO

1<sup>o</sup> — Tribunal du 2<sup>e</sup> degré et tribunal criminel :

Kalipé Paul, chef du canton de Vogan, coutume Ouatchi.

Lawson Body Frédéric, chef supérieur de la ville d'Anécho, coutume Mina.

Akakpo, chef du village de Vokoutimé, coutume Ouatchi.

Kponton Antoine, chef de famille, coutume Mina.

Messanvi Christophe, chef du village d'Attitogon, coutume Ouatchi.

Agbanon, chef du canton de Glidji, coutume Mina.

Sognigbe Messan, chef du village d'Aklakougan, coutume Mina.

Adékambi, chef du village d'Atouéta, coutume Mina.

Noussougan, chef du village d'Avévé, coutume Ouatchi.

Ibrahim Mamadou, Iman à Anécho,

Sani Mama, Iman à Anécho,

Gani Mamadou, notable du Zongo à } musulmans  
Anécho,

2<sup>o</sup> — Tribunal du 1<sup>er</sup> degré :

Djossou, chef du village de Togoville, coutume Ouatchi.

Lassev Smart, chef du canton de Porto-Seguro, coutume Mina.

Zebada Amouzou, notable de Vogan, coutume Ouatchi.

Combey Combété, chef de village de Sigbéhoué, coutume Mina.

Noudoukou, chef du village de Dagbati, coutume Ouatchi.

Gbadago William, notable d'Anécho, coutume Mina.

Eklo, chef du village d'Afagnagan, coutume Ouatchi.

Amah Sylvestre, notable de Glidji, coutume Mina.

Anato, chef du village de Zooti, coutume Ouatchi.

d'Almeida Amah, notable d'Anécho, coutume Mina.

Saliki Gardi, notable de Vokoutimé, } musulmans

Yaya Mama, notable de Vokoutimé, }

## III — CERCLE DU CENTRE

1<sup>o</sup> — Tribunal du 2<sup>e</sup> degré et tribunal criminel d'Atakpamé :

Atchikiti, Bassah, chef du canton d'Atakpamé-Niania, coutume Ana.

Adjangba, Mensah, notable d'Atakpamé, coutume Ewé.

Ihou, Attigbé, chef du canton de l'Akposso-Sud, coutume Akposso.

Tamakloe, Albert, Amenouvo, notable d'Atakpamé, coutume Ewé.

Gnadjogbé, Glikpo, notable d'Atakpamé, coutume Akposso.

Onoudje Djamba, chef du village de Dadja-Fon, coutume Fon.

Gouvide, Danhomé, chef du village de Sada, coutume Fon.

Kanli, Adjonou, chef du village d'Alakoyo, coutume Ana.

Kodo, chef de Doufouli-Emigration, coutume Cabrais-Losso.

Katokoli, Eteké, chef de Cabraicopé, coutume Cabrais-Losso.

Ali, Fama, chef du Zongo d'Atakpamé, coutume musulmane.

Ali, Tehola, chef des Nagots d'Atakpamé, coutume musulmane.

2<sup>o</sup> — Tribunal du 1<sup>er</sup> degré d'Atakpamé :

Tchakpala, Soussoukpo, notable d'Atakpamé, coutume Ana.

Reinhold, Frantz, Mensah, notable d'Atakpamé, coutume Ewé.

Nouamé, Bandjé, notable d'Atakpamé, coutume Ana.

Ayite, Joseph, notable d'Atakpamé, coutume Ewé.

Guedo, Aboudou, chef de Tchakpali, coutume Akposso.

Houkpati, Doufossi, Jean, chef d'Avedjé, coutume Akposso.

Tofon, Dakpo, chef d'Agbo-Fon, coutume Fon.

Ezin, Marcel, chef d'Avété, coutume Fon.

Kétékété, notable, coutume Cabrais-Losso.

Niosse, Egbo, chef de Djéréhouyé, coutume Cabrais-Losso.

Batcharou, Moussa, notable, coutume musulmane.

Abou, Ladani, notable, coutume musulmane.

3<sup>o</sup> — Tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Klouto :

Agbemabiasse Paul, notable, coutume Ewé.

Adassou Tété, chef du canton d'Akata, coutume Ewé.

Agbo Etsé, chef du canton de Tové, coutume Ewé.

Agbi Hélutsé, sous-chef de Yoh, coutume Ewé.

Tété Boko, chef du canton d'Agotimé, coutume Ewé.

Komassi Fritz, chef du canton d'Agou-Ibo, coutume Ewé.

Dagadou Andréas, chef du village de Kouma-Abala, coutume Ewé.

Tsepeni Edoh, chef du canton d'Assahuin-Fiagbé, coutume Ewé.

Amemavo, chef du village de Kpelé-Elé, coutume Ewé.

Armathoe Robert, notable commerçant, coutume Tsomé.

Idrissou, notable Nago, } musulmans

Midjama, Malam, Haoussa, }

## IV — CERCLE DE SOKODÉ

1<sup>o</sup> — Tribunal du 2<sup>e</sup> degré et tribunal criminel :

Tiagodemou, chef supérieur des Cotocolis, coutume Cotocoli.

Abeté, chef des villages d'émigration cabraise, coutume Cabraise.

Issaka, chef du canton de Tchamba, coutume Cotocoli.

Kérim, notable à Parataho, coutume Cotocoli.

Boukari, chef du village de Kolina-Kobidji, coutume Cotocoli.

Ouro Sama, notable à Parataho, coutume Cotocoli.

Moussa Tiah, Iman à Dédauré, coutume musulmane.

Tchakpede, notable à Dédauré, coutume musulmane.

Alfa Issa, notable à Dédauré, coutume musulmane.

Lamkoudjo, chef du village de Lama-Tessi, coutume Cabraise.

Kotokale, chef du village de Aou-Losso, coutume Losso.

Samere, chef du village de Tigbada, coutume Losso.

2<sup>o</sup> — Tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Sokodé :

Aboudoulaye, chef du village de Dédauré, coutume Cotocoli.

Issa, chef du village de Katambara, coutume Cotocoli.

Adedjouma, chef du Zongo, coutume musulmane.

Adam Mola, notable à Dédauré, coutume Cotocoli.

Seni, chef du village de Koulongé, coutume Cotocoli.  
Agbagni, notable au Zongo de Sokodé, coutume musulmane.

Idrissou Savé, notable à Dédauré, coutume musulmane.

Kogoue, chef des Cabrais de Sokodé, coutume Cabraise.

Mefeyiro, chef du village de Boussalo, coutume Cabraise.

Papabia, chef du village de Kasséna, coutume Cabraise.

Pitah, chef du village de Sagbadé, coutume Losso.  
Alaoua, chef du village de Gnagoulam, coutume Losso.

### 3<sup>e</sup> — Tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Lama-Kara :

Tiedre Palanga, chef supérieur des Cabrais, coutume Cabraise.

Nimon, chef du village de Kolidé, coutume Cabraise.

Assi, chef du canton de Pjia, coutume Cabraise.

Azoumaro, chef du canton de Lassa, coutume Cabraise.

Kouamai, chef du canton de Boufalé, coutume Cabraise.

Pioclo, chef du canton de Pouda, coutume Cabraise.

Birega, chef du canton de Niamtougou, coutume Losso-Birinaoua.

Barandao, chef du canton de Siou, coutume Losso-Birinaoua.

Koubatine, chef du canton d'Alloum, coutume Losso-Manganapo.

Niama, chef du canton de Défalé-Bas, coutume Losso-Manganapo.

Assouma, chef du quartier de Zongo, coutume musulmane.

Iman Baoua, chef des musulmans à Zongo, coutume musulmane.

### 4<sup>e</sup> — Tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Bassari :

Bante, chef du canton de Bassari, coutume Bassari.

Agba, chef du village de Woadandé, coutume Bassari.

Dalare, chef du canton de Nawaré, coutume Konkomba.

Ouyombo, chef du canton de Katchamba, coutume Konkomba.

Yerima, chef du canton de Dako, coutume Cotocoli.  
Yodou, chef du village de Tiawalim, coutume Cotocoli.

Tchokou, notable de coutume losso.

Atcham, chef de famille à Tigbéhou, coutume losso.

Titipô, chef de famille Akeyta, coutume Cabraise.

Bataka, chef de famille Kabamda, coutume Cabraise.

Malam Baro, chef du Zongo de Bassari, coutume musulmane.

Bassabi, chef de famille à Bassari, coutume musulmane.

## V — SUBDIVISION AUTONOME DE MANGO

### Tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Mango :

Navanou Watara, chef de famille à Mango, coutume Tchokossi.

M'Djambara, chef de quartier à Mango, coutume Tchokossi.

Ahoufo, chef de famille à Mango, coutume Tchokossi.

Malam Ibrahima, Iman à Mango, coutume Haoussa-musulman.

Lamboni Kahon, chef de canton de Nandoga, coutume Moba.

Bamoak, chef de canton de Bogou, coutume Moba.  
Alika, chef de canton d'Ataloté, coutume Lamba.  
Alfa, chef du canton de Tamberma-Est, coutume Tamberma.

Nan Tchougli, chef du canton de Nakitindi-Laré, coutume Gourma.

Dengandé Tiem, chef du canton de Kantindi, coutume Gourma.

G'Mapi, chef du village de Namougou-Takpamba, coutume Konkomba.

Billa Gnénéhéné, chef du village de Boadé, notable, coutume Yangaboussancé.

## Libérations conditionnelles — Résidence obligatoire

Par arrêté n° 555 du :

31 décembre 1940. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé aux détenus, ci-après désignés :

1<sup>o</sup> — Doumassi Danou, né vers 1896 à Dogbo-Woédémé (Dahomey), condamné par jugement n° 103 du 25 novembre 1939 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Klouto à 18 mois de prison pour vol, menaces et coups;

2<sup>o</sup> — Yanna Amoussa Hobli, né vers 1906 à Porto-Novo (Dahomey), condamné par jugement n° 35 du 21 septembre 1940 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Klouto à 6 mois de prison pour vol;

3<sup>o</sup> — Oke Joseph Dossou, né vers 1910 à Bopa (Dahomey), condamné par jugement n° 92 du 26 août 1939 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Klouto à 2 ans et 8 mois de prison et 50 francs d'amende pour vol;

4<sup>o</sup> — Kodjo Apédo, né vers 1915 à Kpimé-Woumé (subdivision de Klouto), condamné par jugement n° 6 du 12 février 1938 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Klouto à 3 ans de prison 3 ans d'interdiction de séjour et 100 francs d'amende pour usurpation, escroquerie, tentative et complicité d'escroquerie.

Sont astreints à la résidence obligatoire, les nommés :

### A. — Dans la subdivision de Klouto :

Doumassi Danou, jusqu'au 18 mai 1941.

Kodjo Apédo, pendant 3 ans pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1941.

### B. — Dans la subdivision d'Atakpamé :

Yanna Amoussa Hobli, jusqu'au 10 mars 1941.

### C. — Dans le cercle de Lomé :

Oke Joseph Dossou, jusqu'au 27 mars 1942.

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1941.

Par arrêté n° 1 du :

1<sup>er</sup> janvier 1941. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé aux détenus ci-après désignés :

1<sup>o</sup> — Sanvée Gabriel, né vers 1896 à Agoué (Dahomey), condamné par jugement n° 11 du 27 septembre 1940 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Mango à 6 mois de prison pour tentative d'évasion et bris de prison, cumulables avec : a) la peine de 7 ans de travaux forcés prononcée par arrêt du 29 janvier 1935 de la Cour d'Assises du Togo pour association de malfaiteurs et vol qualifié, b) la peine de 6 mois de prison prononcée par jugement n° 47 du 26 novembre 1934 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Lomé pour complicité de tentative d'évasion et de bris de prison;

2<sup>o</sup> — Kama, né vers 1891 à pahadé (cercle de Sokodé), condamné par jugement n° 8 du 13 août 1936 du tribunal criminel de Sokodé à 6 ans de prison pour meurtre;

3<sup>o</sup> — Assigble (Thomas, Remy), né vers 1907 à Atakpamé, condamné par jugement du 17 février 1940 du tribunal criminel de Sokodé à 1 an de prison et 2 ans d'interdiction de séjour pour tentative de viol et usurpation de fonctions.

Sont astreints à la résidence obligatoire les ci-après nommés :

A. — Dans le cercle de Sokodé :

Kama, jusqu'au 21 mai 1942.

B. — Dans le cercle d'Atakpamé :

Assigble (Thomas, Remy), pendant deux ans pour compter du 26 décembre 1940.

Le séjour dans le territoire du Togo est interdit au nommé Sanvee (Gabriel) jusqu'au 19 septembre 1942.

#### Logements

Par décision n° 8 du :

8 janvier 1941. — La commission prévue à l'article 21 du décret du 26 mai 1937 est désignée comme suit :

M. de Saint-Alary, administrateur en chef des colonies, représentant le Commissaire de la République

Président.

M.M. Le chef du bureau des finances et de personnel,

Le chef du service de la voie et des bâtiments du chemin de fer,

Le gérant des immeubles du service local,

Membres

Trosselly, agent de la S. C. O. A., représentant la chambre de commerce.

La commission sus-visée se réunira sur la convocation de son président à l'effet de donner son avis sur le reclassement par catégories des logements du chef-lieu.

#### Rôles

Par arrêté n° 20 du :

8 janvier 1941. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs de l'exercice 1941 dont le détail suit, s'élevant à la somme de : Quatre millions deux cent soixante dix-sept mille six cent quatre vingt dix-huit francs dix-neuf centimes.

Nos DES RÔLES	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
1	Anécho	Impôt personnel sur indigènes catég. ordinaire.	1.781.184,—	1.781.184,—
2	Palimé	Impôt personnel sur indigènes catég. ordinaire.	—	540.048,—
3	Sokodé	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 8.045,— Rachat des prestations indigènes 1.695,—	9.740,—	
4	—	Impôt personnel sur indigènes catég. ordinaire.	405.620,—	415.360,—
5	Lama-Kara	Impôt personnel sur indigènes catég. ordinaire.	696.558,—	696.558,—
6	Bassari	Impôt personnel sur indigènes catég. ordinaire.	209.518,—	
7	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 3.245,— Rachat des prestations indigènes 425,—	3.670,—	213.188,—
8	S/Mango	Impôt personnel sur indigènes catég. ordinaire.	595.935,—	595.935,—
9	Sokodé	Licences	900,—	
10	—	Patentes	8.605,—	
11	—	Patentes	840,—	
12	—	Impôt foncier (immeubles non bâtis)	52,50	
13	—	Impôt foncier (immeubles non bâtis)	15,49	
14	—	Impôt foncier (immeubles bâtis).	906,—	
15	—	Impôt foncier (immeubles bâtis).	376,—	11.694,99
16	Lama-Kara	Patentes	2.325,—	
17	—	Licences	500,—	
18	—	Impôt foncier (immeubles bâtis).	78,—	
19	—	Impôt foncier (immeubles non bâtis)	11,25	2.914,25
20	Bassari	Taxe sur armes perfectionnées	160,—	
21	—	Taxe sur les bicyclettes	180,—	340,—
22	S/Mango	Patentes	4.005,—	4.005,—
23	Bassari	Impôt foncier (immeubles bâtis).	62,—	62,—
24	S. Mango	Contribution foncière (immeubles non bâtis).	1.059,25	1.059,25
25	Anécho	Rachat des prestations indigènes	4.900,—	4.900,—
26	Lama-Kara	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. 7.585,— Rachat des prestations 1.515,— Taxe sur les armes perfectionnées 360,—	9.460,—	
27	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	40,—	9.500,—
28	S. Mango	Contribution foncière (immeubles bâtis)	224,—	
29	—	Contribution foncière (immeubles bâtis)	718,20	
30	—	Contribution foncière (immeubles non bâtis).	7,50	949,70
TOTAL				4.277.698,19

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 6 janvier 1941.

**Sociétés indigènes de prévoyance**

Par arrêté n° 4 du :

6 janvier 1941. — Le délai de remboursement de la totalité de l'avance de 125.000 francs consentie au fonds commun des sociétés de prévoyance par l'arrêté n° 456 du 19 octobre 1940 est fixé au 31 janvier 1941.

**Surveillance des prix***(Séance du 9 Janvier 1941)***Maison C. F. A. O.***Eau Perrier :*

La bouteille	7,50
--------------	------

*Pippermint Get :*

La caisse	566,50
La bouteille	51,90

*Seaux tôle galvanisée :*

La pièce	42,35
----------	-------

*Eau de Vittel :*

La bouteille	9,55
--------------	------

*Vinaigre de table 6° :*

La caisse	213,90
La bouteille	9,80

*Vinaigre de vin 7° :*

Le litre	8,—
----------	-----

*Farine Marocaine :*

Le sac de 50 kilogrammes	262,50
Le kilogramme	5,75

**Maison S. C. O. A.***Eau Perrier :*

La bouteille	7,50
--------------	------

*Insecticide Flit :*

Le bidon d'un litre	32,—
---------------------	------

*Sel Criblé Gros Cristaux :*

La tonne	1.207,85
Le sac	25,—

**Maison G. B. Ollivant***Sucre Say :*

Le paquet de 1 kilogramme	8,—
---------------------------	-----

*Soude Caustique :*

La boîte de 453 grammes	7,—
-------------------------	-----

*Carbure de Calcium :*

La boîte de 227 grammes	3,50
La boîte de 453 grammes	5,50

*Ciment Portland :*

La tonne	900,—
Le sac de 50 kilogrammes	51,75

*Rhum Mangoustan 42° carte grise :*

La bouteille d'un litre	47,50
-------------------------	-------

*Anis Berger 45° :*

La bouteille de 1 litre	45,—
-------------------------	------

*Bière Japonaise « Princessbrand » :*

La caisse	288,—
La bouteille	6,75

*Vin apéritif Trilles :*

La bouteille d'un litre	29,—
-------------------------	------

**Maison U. A. C.***Rhum Caïman :*

La bouteille de 01,75	39,—
La bouteille de 01,28	14,55

*Rhum Mangoustan 42° :*

La bouteille d'un litre	47,—
-------------------------	------

*Sucre Beghin :*

La caisse	544,—
Le paquet de 1 kilogramme	10,40

*Farine de Froment (Américaine) :*

Le sac de 43 kilogrammes	231,65
Le kilogramme	6,20

*Chambres à air auto (32×6) :*

La pièce	154,—
----------	-------

*Enveloppes auto (32×6) :*

La pièce	1.855,—
----------	---------

*Eau minérale Vichy Célestin :*

La bouteille	6,50
--------------	------

*Limonade « Lion d'Or » :*

La caisse	322,50
La bouteille	7,40

**Maison S. G. G. G.***Manifolds doubles :*

La pièce (grand modèle)	23,—
La pièce (petit modèle)	12,50

*Registres Journal :*

La pièce	16,—
----------	------

*Ocre verte :*

Le kilogramme	8,—
---------------	-----

*Noir minéral :*

Le kilogramme	5,25
---------------	------

*Eau de Vichy « Dubois » :*

La bouteille	8,25
--------------	------

*Blanc de Guetre :*

Le pain	0,35
---------	------

<i>Minium de plomb :</i>	
Le kilogramme . . . . .	17,—
<i>Rhum St. James 47° :</i>	
La bouteille de 1 litre . . . . .	67,25
La bouteille de 1/2 litre . . . . .	36,—
<i>Vermouth Cinzano :</i>	
La bouteille d'un litre . . . . .	34,—
<i>Eau Perrier :</i>	
La bouteille . . . . .	7,50
<i>Coaltar :</i>	
Le kilogramme . . . . .	5,—
<i>Carbure de Calcium :</i>	
Le drum de 27 kilogrammes B. P. N. . . . .	198,—
Le drum de 74 kilogrammes B. P. N. . . . .	518,—
<i>Colle forte :</i>	
Le kilogramme . . . . .	20,30
<i>Pulvérisateur Fly Tox :</i>	
La pièce . . . . .	19,—
<i>Liquide Fly Tox :</i>	
La boîte de 1 litre . . . . .	39,50
La boîte de 1/2 litre . . . . .	22,50

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS ET COMMUNICATIONS

#### Avis de recrutement de gardes frontières

Douze emplois de gardes-frontières des douanes du Togo sont actuellement vacants.

L'article 2 de l'arrêté n° 681 du 28 octobre 1933 et l'article premier de l'arrêté n° 341 du 13 septembre 1936, indiquent que ces emplois sont réservés :

1° — Aux anciens tirailleurs ou miliciens ayant accompli au moins trois années de service — mais n'ayant pas quitté l'armée ou la milice depuis plus de trois ans.

2° — Aux candidats français ou originaires du Territoire, titulaires du certificat d'études primaires.

3° — A défaut de candidats remplissant les conditions ci-dessus, aux candidats qui auront réussi à un concours dont les modalités sont fixées par l'arrêté du 13 septembre 1936 susvisé.

Tout postulant doit produire :

1° — Un extrait d'acte de naissance ou à défaut un acte de notoriété en tenant lieu, ou un livret militaire.

2° — Un certificat de bonne conduite du régiment ou de la milice.

3° — Un certificat de bonne vie et mœurs ayant moins de trois mois de date.

4° — Une fiche judiciaire n° 2 ne comportant aucune condamnation à défaut un certificat administratif en tenant lieu, ayant moins de trois mois de date.

5° — Un certificat de visite et de contre visite délivré par des médecins militaires, constatant qu'ils sont aptes à un service de jour et de nuit, et qu'ils ont une taille de 1 m, 650 au moins.

6° — Un certificat du dernier employeur (sauf pour les anciens militaires et agents des forces de police ayant quitté leur corps depuis moins de trois ans.

7° — Pour ceux qui ne sont pas anciens tirailleurs ou miliciens, un certificat constatant qu'ils ont subi avec succès les épreuves d'éducation physique inscrites au tableau de performances en usage dans l'armée.

La solde de début est de 3.000 francs par an.

Les demandes accompagnées des pièces réglementaires doivent être adressées au chef du service des douanes à Lomé.

### DOMAINES

#### Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de première instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1144, déposée le 23 décembre 1940 le sieur Ga Adavu, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Yopé, (subdivision de Tsévié) cercle de Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain nu en forme d'un polygone irrégulier, dont une partie est affectée à l'usage de cimetière, l'autre partie inculte, d'une contenance totale de 1 hectare 28 ares 14 centiares, situé à Yopé, subdivision de Tsévié, cercle de Lomé et borné au nord par terrain à Dahoun, à l'est par terrain au requérant, au sud par la route Zola-Kévé, à l'ouest par terrain à Loga.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1145, déposée le 23 décembre 1940 le sieur Biam Ahliya, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Tsiviépé, (subdivision de Tsévié) cercle de Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain nu en forme d'un polygone irrégulier, complanté de quelques arbres de brousse, et sur lequel sont édifiés plusieurs bâtiments à usages de culte et des écoles appartenant à la Mission évangélique du Togo, d'une

contenance totale de 1 hectare 13 ares 36 centiares, situé à Tsiviépé, subdivision de Tsévié, cercle de Lomé et borné au nord par la route de Zola à Kévé, à l'est par terrain au chef Agbalenyon, au sud par terrains aux nommés Sossou-Agbota, Tonoughévi et Glougoudou, à l'ouest par le chemin circulaire du village de Tsiviépé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1146, déposée le 28 décembre 1940 le sieur Ahiatsi Arnold Akakpo, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Tsévié, cercle de Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel, a demandé l'immatriculation au livre foncier de territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, sur lequel est édifiée une construction en terre de barré, couverte en tôles à usage d'habitation, d'une contenance totale de 24 ares 29 centiares, situé à Tsévié, chef-lieu de la subdivision, cercle de Lomé et borné au nord par la route de Gati, à l'est et au sud par terrain à la famille Amegblé, à l'ouest par terrains aux nommés Kpeglo et Dagnon Tsomana.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1147, déposée le 28 décembre 1940 le sieur Ahiatsi Arnold Akakpo, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Tsévié, cercle de Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti,

consistant en un terrain ayant la forme de triangle, sur lequel est édifiée une construction en terre de barre, couverte en tôles à usage d'habitation, d'une contenance totale de 4 ares 35 centiares, situé à Tsévié, chef-lieu de la subdivision, cercle de Lomé et borné au nord par terrain à Dagnon Tsomana Avuyi, au nord-est par terrain à Gabriel Agbobli, au sud et sud-est par la route vers le marché, à l'ouest par terrain à David Kpatcha Vokou.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1148, déposée le 8 janvier 1941 le sieur Lodonou Joseph, profession d'infirmier, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, sur lequel est édifiée une maison en briques crues, couverte en tôles à usage d'habitation, d'une contenance totale de 10 ares 45 centiares, situé à Atakpamé, quartier Lom-Nava, subdivision d'Atakpamé, cercle du centre et borné au nord par une rue non dénommée, à l'est par terrain à Joseph Amusu Abbey et Joseph Agboton, au sud par terrain à Gaspard Abbey, à l'ouest par terrains aux nommés Arnold Gbedivlo et Komla Ahadji.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le conservateur de la propriété foncière,*  
Pic.